



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

MUSÉE DE L'HISTOIRE
DE L'IMMIGRATION

RENCONTRE INTERPROFESSIONNELLE

RACISME, ANTIRACISME : HISTOIRE, ENJEUX, EXPÉRIENCES

23 MARS 2016

SYNTHÈSE ÉCRITE

Sommaire

Ouverture	3
<i>Hélène ORAIN</i>	3
Directrice générale de l'Établissement public du Palais de la Porte dorée	3
TABLE RONDE : HISTOIRE DU RACISME ET DES MOBILISATIONS ANTIRACISTES	5
<i>Nora HAMADI</i>	5
Journaliste, animatrice de la table ronde	5
<i>Emmanuel DEBONO</i>	5
Historien, Institut français d'éducation, ENS Lyon	5
<i>Christelle HAMEL</i>	5
Chercheure à l'INED	5
<i>Didier LAPEYRONNIE</i>	5
Sociologue, Université Paris IV Sorbonne	5
Echanges avec la salle	19
ATELIER 1 : QUELS OUTILS POUR EDUQUER CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME ?	26
ATELIER 2 : LES MOBILISATIONS DANS LES QUARTIERS POPULAIRES	40
ATELIER 3 : LES ARTISTES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE LE RACISME	51
ATELIER 4 : COMMENT MONTER ET MENER UN PROJET CULTUREL POUR SENSIBILISER CONTRE LES RACISMES ?	59
RESTITUTION DES ATELIERS	70
<i>Atelier 1</i>	70
<i>Christiane AUDRAN-DELHEZ</i>	70
Professeure-relais au département Éducation au Musée national de l'histoire de l'immigration.	70
<i>Atelier 2</i>	71
<i>Mikaël PETITJEAN</i>	71
Chargé de mission à la Direction du Réseau et des Partenariats au Musée national de l'histoire de l'immigration	71
<i>Atelier 4</i>	73
<i>Marie POINSOT</i>	73
Rédactrice en chef de la revue Hommes et Migrations, responsable des éditions au Musée national de l'histoire de l'immigration	73
<i>Atelier 3</i>	74
<i>Jean-Barthélemi DEBOST</i>	74
Responsable de la Direction du Réseau et des Partenariats au Musée national de l'histoire de l'immigration	74
PRESENTATION DU SITE « EGALITE CONTRE LE RACISME »	76
<i>Nephele YATROPOULOS</i>	76
Représentante du Défenseur des droits	76
CONCLUSION DE LA JOURNEE	78
<i>Peggy DERDER</i>	78

Ouverture

Hélène ORAIN

Directrice générale de l'Établissement public du Palais de la Porte dorée

Bonjour à toutes et à tous. L'Établissement public du Palais de la Porte dorée abrite à la fois le Musée national de l'histoire de l'immigration et l'aquarium tropical. Il est impliqué dans l'organisation de 70 événements dans le cadre de la Semaine contre le racisme.

Le Musée a pour principale mission d'expliquer au public les apports positifs de l'immigration. La France est le plus vieux pays d'immigration d'Europe. Elle a pourtant parfois des difficultés à reconnaître ces apports. La mission de ce musée est de dévoiler cet angle mort, par des expositions, des événements, des spectacles ou du cinéma. Le Musée s'est donc engagé naturellement dans l'organisation de cette Semaine.

Ces dernières années, nous avons tous pu constater des formes de banalisation d'actes racistes et antisémites, mais aussi de propos qui souvent, nous désarçonnent par leur violence et leur cruauté. Dans les années 1980 et 1990, les actes et propos racistes et antisémites étaient tabous et ne s'exprimaient que rarement dans l'espace public. Il n'en est plus rien aujourd'hui. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons organisé cette journée avec vous, les acteurs : professionnels, bénévoles, responsables associatifs, acteurs sociaux... Chaque jour, dans nos pratiques professionnelles, nous pouvons être confrontés à ces propos ou à ces actes, sans toujours avoir les bons réflexes pour y répondre.

Nous n'avons pas de solution clé-en-main à vous proposer. En revanche, en tant qu'acteurs de terrain, nous avons besoin de moment d'échanges et de partage sur ces expériences. Nous avons également besoin de l'apport de chercheurs pour nous aider à y voir plus clair. En faisant un détour par la sociologie et l'histoire, nous pourrions mieux comprendre ce qui se passe et élaborer ensemble des solutions ou des manières de réagir. Cette journée n'est qu'une première étape pour partager nos expériences de cette banalisation du racisme et de l'antisémitisme.

Je vous invite à prolonger nos réflexions en assistant à la projection du film « *La ligne de couleur* ». Nous avons aussi programmé des spectacles de danse. La rencontre avec les artistes et les œuvres, l'expérience sensible, nous permettent de prolonger différemment nos réflexions sur l'antiracisme et la lutte contre l'antisémitisme.

Le Musée va accueillir deux débats. Le premier porte sur la question des mémoires. L'un des affaiblissements du mouvement antiraciste tient aux débats sur les mémoires et leur hiérarchie. Ce débat a pour objectif de tracer les lignes de ce qui peut faire mémoire commune. Le second débat aura trait à la crise européenne des migrants. Elle est fondamentale et va durer. La Commission européenne n'a pas trouvé de solution. Nous pensons qu'elle nécessite d'être abordée autrement que sous l'angle médiatique habituel. Il faut en analyser les causes et comprendre ce qui se passe et ce qui risque de se passer dans les mois et les années à venir.

Enfin, l'exposition «*Frontières*» continue tout au long de la semaine. Nous avons également programmé une exposition sur les affiches racistes et antiracistes, ainsi que de multiples interventions d'artistes : performances, graphes...

TABLE RONDE : HISTOIRE DU RACISME ET DES MOBILISATIONS ANTIRACISTES

Nora HAMADI

Journaliste, animatrice de la table ronde

Emmanuel DEBONO

Historien, Institut français d'éducation, ENS Lyon

Christelle HAMEL

Chercheuse à l'INED

Didier LAPEYRONNIE

Sociologue, Université Paris IV Sorbonne

Nora HAMADI

Nous venons de découvrir quelques clips, qui portent l'idée de colorer le monde et de faire entendre la différence. Ils mettent aussi en avant un certain nombre de clichés que nous avons tendance à entendre trop souvent. Cette table ronde a pour objet de se poser la question du racisme. S'il a potentiellement toujours existé, il a peut-être évolué dans le temps, du moins dans ses formes. Nous allons aussi nous interroger sur l'antiracisme, sur ses origines, et les leviers pour organiser ces luttes. Elles-mêmes ont évolué depuis trente ans.

Après les interventions de nos trois intervenants, nous aurons un échange avec la salle.

Emmanuel DEBONO, vous avez travaillé sur l'histoire de l'antiracisme. Est-il né avec Touche pas à mon pote en 1984 ?

Emmanuel DEBONO

La création de SOS Racisme a marqué les esprits. Elle a imprimé une image de l'antiracisme, qui a donné l'illusion que cette cause pouvait mobiliser et permettait d'avancer. En réalité, elle n'a pas tout réglé. L'approche de SOS Racisme n'était pas exempte de contradictions, qui continuent de questionner.

Je voudrais commencer mon propos en rappelant quelques chiffres issus d'une enquête d'opinion réalisée par OpinionWay en 2013. Elle établissait que 70 % des personnes interrogées jugeaient les organisations antiracistes inefficaces. 74 % ne les connaissaient pas et 86 % n'étaient pas intéressées par leurs activités. Les organisations ne sont donc pas au centre des préoccupations.

Beaucoup de sociologues, d'anthropologues, de juristes ou de philosophes travaillent sur le racisme. L'histoire est peu mobilisée. Il n'existe pas d'étude globale du mouvement antiraciste, alors que celui-ci est ancien, divers et complexe. Il manque une dimension propre à alimenter les réflexions actuelles. Il serait intéressant de se pencher sur le passé pour comprendre que l'éclatement des mouvements antiracistes actuel ne date pas d'hier. Certaines problématiques, comme le « racisme des victimes », étaient déjà présentes il y a soixante ans. Elles divisaient déjà les organisations entre elles.

Connaître l'histoire aide aussi à établir un bilan. On parle souvent de l'échec des mouvements antiracistes, sans se poser la question de la période prise en compte. J'ai retrouvé une lettre d'un militant de la LICA, l'ancêtre de la LICRA. En septembre 1939, alors que la guerre est déclenchée, il écrit au président de la LICA, Bernard LECACHE, pour exprimer son désarroi. Il a le sentiment que la mobilisation n'a servi à rien. Le président lui répond en relativisant le poids de son organisation face aux événements géopolitiques européens et rappelle que la France entre en guerre sur la base d'idéaux portés par la LICA. Cet exemple montre combien il est difficile d'établir les termes du bilan. On ne peut pas déduire l'échec de l'antiracisme au regard des chiffres du Front national, par exemple.

Il faut essayer de comprendre pourquoi, aujourd'hui, l'antiracisme est devenu une sorte de gros mot et pourquoi les antiracistes en viennent à se traiter de racistes entre eux. Il faut rappeler que l'idée selon laquelle les organisations antiracistes devraient faire disparaître le racisme est aussi peu raisonnable qu'attendre des associations écologistes qu'elles fassent disparaître la pollution. Elles ne détiennent pas toutes les clés et ne peuvent pas contrôler la politique des Etats. De plus, les acteurs sont multiples. Depuis de nombreuses années, l'antiracisme s'est institutionnalisé. La création de la Délégation interministérielle de lutte contre le racisme (DILCRA) est une forme d'aboutissement de cette institutionnalisation.

Il convient de se tourner vers les organisations pour leur poser un certain nombre de questions. Quels sont vos objectifs ? Comment comptez-vous les atteindre ? Comment vérifierez-vous que vous les avez atteints ? Quels sont vos moyens financiers ?

Lorsqu'on aborde le sujet, il faut aussi se poser la question du cadre référentiel de ces organisations. Celui-ci n'est plus unique. On peut résumer la situation à deux cadres. D'une part, on trouve les organisations dites universalistes : Ligue des Droits de l'Homme, la LICRA, le MRAP, SOS Racisme. Ces organisations ont récemment réaffirmé leur attachement à l'universalisme. D'autre part, on trouve une nouvelle génération d'organisations apparues au début des années 2000, qui sont plus sectorielles et travaillent davantage sur les questions de discrimination, selon une approche fondée sur le paradigme dominant/dominé, qui aurait tendance à expliquer tout ce qui se passe.

Il convient également de se demander qui peut agir contre le racisme. Cette question traverse les organisations. Tous les citoyens peuvent participer, mais aussi l'Etat lui-même. Cependant, un Etat qui combat le racisme peut être considéré par certains comme une hérésie, une volonté de blanchir la politique de l'Etat qui n'est pas toujours très claire à l'égard de certaines minorités. D'autres pensent qu'il revient aux victimes de porter ce combat, en tenant les autres à distance.

Pour conclure, la création de la DILCRA est une bonne chose. Elle a joué un rôle important dans la mise en place de cette semaine d'action et de réflexion. Il faut accepter la complexité et ne pas se

limiter à l'idée que l'antiracisme n'est qu'une affaire de militants. Il ne suffit pas qu'ils se mettent d'accord pour régler le problème.

Christelle HAMEL

L'INED a pour caractéristique de produire des grandes enquêtes quantitatives. L'enquête « Trajectoires et origines » a porté sur les conditions de vie des immigrés et des enfants d'immigrés. L'objectif était notamment de mesurer les discriminations fondées sur l'expérience du racisme et d'en évaluer l'ampleur. Je vais évoquer plus particulièrement les résultats de l'enquête concernant l'école et le marché du travail. Ils sont issus d'une analyse collective.

Les résultats scolaires des enfants d'immigrés sont moins bons par rapport à la population majoritaire. Ce constat s'explique par le fait que les parents sont issus de milieux populaires. Néanmoins, à milieu social des parents équivalent, les résultats scolaires restent moins bons. Il convient de s'interroger sur les causes de cette moindre performance scolaire. C'est en particulier le cas pour les garçons. Les filles ont plutôt de meilleures performances scolaires que les jeunes femmes de la population majoritaire.

L'enquête comportait des questions sur le fait d'avoir été moins bien traité que les autres élèves en matière de notation, d'orientation scolaire, et dans la manière dont les professeurs s'adressent aux élèves. Lorsqu'un enquêté répondait positivement à l'un de ces critères, on demandait quelle était la cause perçue de ce moins bon traitement : être une fille, avoir un handicap, l'origine, la religion...

Les descendants d'immigrés placent l'orientation scolaire en tête des injustices dont ils sont l'objet. 15 % d'entre eux déclarent avoir subi un traitement différencié dans ce domaine, soit 3 fois plus que les personnes de la population majoritaire. Ils sont également 8 % à mentionner la sanction et la notation en matière de moins bon traitement. Pour la population majoritaire, cette proportion tombe à 5 %. Quand on demande si l'origine est au fondement de ce moins bon traitement, les taux sont plus élevés pour les personnes issues de l'immigration. Les enfants d'immigrés maghrébins sont 25 % à déclarer avoir été moins bien traités que les autres élèves dans leur orientation scolaire, contre seulement 1 % des personnes de la population majoritaire.

L'enquête comporte également une question sur l'expérience du racisme. On a demandé aux enquêtés s'ils avaient été l'objet de propos ou comportements explicitement racistes et le cadre dans lequel cela s'était produit. 50 à 60 % de descendants d'immigrés maghrébins ou d'Afrique subsaharienne déclarent une expérience de racisme à l'école parmi les 18-35 ans, contre 20 % dans la population majoritaire.

Si l'on croise ces deux informations (moins bon traitement dans l'orientation et victime de propos explicitement racistes), on observe des situations de cumul pour les descendants d'immigrés. Ce cumul n'existe pas pour la population majoritaire.

En ce qui concerne l'accès à l'emploi, nous constatons les mêmes phénomènes. Alors que les descendantes d'immigrants ont de très bonnes performances scolaires, elles rencontrent plus de difficultés au moment de leur entrée sur le marché du travail. C'est un moment crucial, où les

discriminations sexistes à l'œuvre dans la société française vont redistribuer les cartes par rapport aux hommes. Les filles d'immigrés présentent un risque accru de ne pas trouver d'emploi dans l'année suivant la fin de leurs études 40 à 70 % plus élevé que les femmes de la population majoritaire. Ce risque est accru également pour les hommes issus de l'immigration, mais seulement de 20 % par rapport aux hommes de la population majoritaire. A niveau de qualification, âge et lieu de résidence équivalents, on constate que le risque de se trouver au chômage après la fin des études est plus élevé pour les enfants d'immigrés, en particulier pour les filles.

Nous avons cherché à savoir quelle était la perception de leur expérience. Nous leur avons demandé si, dans le contexte de recherche d'emploi, d'entretiens d'embauche, elles avaient été confrontées à des propos déplacés ou à des comportements de méfiance. On leur a demandé si elles identifiaient une raison à cela: sexe, origine, couleur de peau, situation de handicap... 33% des descendants d'immigrés déclarent avoir été confrontés à des comportements de méfiance ou des questions déplacées dans leur recherche d'emploi, contre 20% des personnes de la population majoritaire. L'écart se situe au niveau de l'origine et de la couleur de peau.

Certains enquêtés ont également déclaré qu'ils avaient été l'objet de propos ou de comportements racistes dans le cadre de leur travail. 30 à 40 % des descendants d'immigrés maghrébins ou d'Afrique subsaharienne sont confrontés soit à du racisme explicite, soit à des comportements discriminatoires, comme le fait de se voir affecter des tâches ou des horaires dont personne ne veut, ou de se voir systématiquement relever ses erreurs dans le travail en raison de son origine. Cette proposition n'atteint que 3 % dans la population majoritaire.

En conclusion, le racisme ne se limite pas au racisme explicite. Il repose surtout sur des discriminations racistes, c'est-à-dire les comportements qui, du fait d'une hostilité à l'origine des personnes, vont créer des inégalités sociales. Ces inégalités se cumulent au fil de la vie: de l'orientation à l'accès à l'emploi, puis dans le cadre du travail. Les personnes se voient orientées vers de moins bons emplois. Elles voient leur accès à l'emploi réduit quand elles sont qualifiées. D'un côté, le racisme qui vise les minorités migrantes et issues de l'immigration crée de l'inégalité sociale. De l'autre, le racisme subi par la population majoritaire se limite à un racisme explicite qui n'aura pas d'effet sur leurs conditions de vie. L'enquête montre que les discriminations racistes à l'encontre des blancs n'existent pas. Le racisme anti-blanc et le racisme contre les minorités ne sont pas équivalents au regard des résultats de l'enquête « Trajectoires et origines ».

Didier LAPEYRONNIE

Mon angle est différent, car je travaille selon une approche plus qualitative. Je m'intéresse aux expériences de discrimination et de racisme. Les quartiers populaires ont aussi été le lieu de développement de luttes antiracistes.

La première difficulté tient à la nature même du racisme. Le racisme consiste à fabriquer une différence pour refuser l'égalité à une partie de la population. Pour réagir face au racisme, on ne sait pas s'il faut renforcer l'égalité ou s'il faut réhabiliter la différence. Les premières luttes dans les quartiers populaires ont une quarantaine d'années. Elles réagissent à une série de crimes explicitement racistes. Il n'a jamais été possible de stabiliser ces luttes, car on ne sait jamais si l'on doit

en appeler à l'égalité ou à l'affirmation d'une forme de différence. Cette instabilité conduit à faire échouer toutes les tentatives dans les essais de construction d'une lutte antiraciste.

Par ailleurs, le racisme a des effets très directs sur la vie sociale, car il produit de l'inégalité, de la ségrégation et accompagne des formes de discrimination. Si l'on regarde l'évolution des quartiers populaires, on observe le renforcement progressif des phénomènes de ségrégation, d'enfermement, d'assignation de plus en plus manifestes, au long de ces quarante dernières années. Quand on mène des enquêtes, l'expérience raciste est partagée de manière quasiment unanime. Ce racisme ne s'exprime pas uniquement par les mots, mais aussi par des attitudes, des regards. Il se manifeste de manière physique. Le racisme n'est pas une idéologie rationnelle. Il s'agit souvent d'une expression de dégoût, de rejet, qui est ressentie physiquement par les gens. Il est donc très difficile de les raisonner.

La dimension sexuelle a toujours été très présente dans le racisme. L'expérience est très différente selon que vous êtes un homme ou une femme. Elle est cumulative chez les hommes, et se croise chez les femmes. Le fait d'être une femme permet en partie d'échapper aux stigmates raciaux. Les jeunes filles l'expriment bien: «On ne voit pas l'Arabe, mais le charme oriental». Les hommes sont enfermés dans une forme de racisme dont la dimension sexuelle est très puissante. Ils sont perçus comme ayant une sexualité violente, dangereuse. Le refus de l'accès à la sexualité commune représente le refus ultime de l'égalité. Cette situation a des effets directs dans les rapports entre les sexes au sein de ces quartiers.

Le racisme a une dimension institutionnelle. Les gens ne sont pas simplement confrontés à du racisme implicite ou explicite. Ils sont aussi confrontés à des fonctionnements sociaux qui produisent des effets de discrimination qui conduisent à des effets racistes. Lors de l'attribution des logements, des critères parfaitement objectifs peuvent conduire au rejet d'un certain type de population. On observe donc des formes institutionnelles de racisme qui engendrent aussi des inégalités et de la ségrégation, contre lesquels il est difficile d'agir.

Nora HAMADI

On entend parler de discrimination, de relégation, de ségrégation, de racisme, mais aussi de xénophobie et d'antisémitisme. Pourrait-on faire un point sur la terminologie utilisée? Doit-on chercher à sectoriser et à définir précisément ces phénomènes?

Emmanuel DEBONO

L'enjeu des mots est très important. On voudrait mettre le racisme au singulier. Il ne devrait pas être séparé de l'antisémitisme. Mais on est incapable de s'accorder sur les termes. Aucun phénomène n'est bien nommé. Le racisme anti-arabe ne vise pas que les Arabes. Le racisme anti-musulman est une simplification. Peut-on parler de racisme anti-immigré? L'islamophobie est un terme polysémique et complexe. Pour autant, faut-il arrêter de réfléchir à ces termes? Concernant l'antisémitisme, les Sémites sont traditionnellement les Juifs et les Arabes. Parler de racisme anti-noir ou de négrophobie ne correspond pas de la même posture. Mettre en avant une phobie relève souvent d'une posture militante.

L'Education nationale travaille sur ces questions de terminologie. J'ai été impliqué dans la réalisation du site mis en ligne par Canopé. Nous avons fait un point sur ces différents termes, avec une approche historique et critique. Cette proposition suscitera certainement des discussions mais l'enjeu est réel.

Nora HAMADI

Quelle définition donneriez-vous au racisme ?

Emmanuel DEBONO

Il existe au moins 4 dimensions : les croyances, les comportements, l'idéologie, les régimes politiques. Ces dimensions rendent les différentes formes de racisme analysables. Si l'on ne se base que sur l'idéologie, on se limite seulement aux mots. Si l'on ne se base que sur les Etats, on se limite aux racismes structurels. Aujourd'hui, l'Etat finance des enquêtes pour analyser les problèmes de structure. Il faut se méfier des visions manichéennes. L'Etat peut générer des discriminations, quels que soient les domaines. Dans l'éducation, souvent, les enseignants ont eux-mêmes des comportements qui stimulent les discriminations.

Nora HAMADI

Christelle HAMEL, pouvez-vous nous rappeler la genèse de l'étude « Trajectoires et origines » ? Comment avez-vous circonscrit la question de racisme avec la mise en place d'une étude sur le racisme vécu ?

Christelle HAMEL

Le racisme est multiforme. La diversité des termes montre que l'hostilité envers les minorités s'adapte aux caractéristiques des personnes visées. On va viser la mauvaise maîtrise de la langue des étrangers. Des stéréotypes se mettent en place, par exemple sur les garçons issus de l'immigration.

Le projet de l'enquête a été lancé en 2005. Lors d'un discours, Jean-Pierre Raffarin a invité les chercheurs, dont notamment l'INSEE, à rééditer la production de connaissances statistiques sur l'intégration des personnes migrantes et de leurs enfants. Les données statistiques étaient un peu anciennes.

L'INED est attentif au fait que les pouvoirs publics expriment un besoin. Néanmoins, il reste un institut de recherche indépendant. Il s'est saisi de la demande en la reformulant. Il a semblé nécessaire de ne pas centrer l'enquête uniquement sur la mesure de l'intégration, mais sur tous les obstacles à l'insertion sociale, culturelle et économique dans la société.

Nora HAMADI

Vous avez détourné la demande de Jean-Pierre Raffarin pour faire une photographie du racisme vécu.

Christelle HAMEL

D'autres institutions, dont la HALDE, ont commencé à produire des données sur les personnes ayant recours à ses services. Elle nous a également incités à aller dans ce sens.

Nora HAMADI

Didier LAPEYRONNIE, ces études ne servent-elles qu'à établir un état de fait contre lequel on ne peut pas grand-chose ?

Didier LAPEYRONNIE

Les études n'ont pas vocation à changer le monde. Elles peuvent servir de point d'appui.

Je voulais revenir sur la terminologie. Il existe une forme de flottement général qui tient à la nature du racisme. Il est toujours la fabrication d'une différence qu'on absolutise pour refuser l'égalité à une population. Or cette différence est très variable. Elle tient souvent à la couleur de peau, à la culture, à la religion, mais peut reposer sur tout et n'importe quoi. Sur cette base variable, on refuse à une population l'égalité générale. Néanmoins, le terme « racisme » englobe bien l'ensemble des déclinaisons particulières.

La deuxième difficulté tient au fait qu'il n'existe pas d'adéquation directe entre le racisme, les comportements, les idéologies. Certes, le racisme peut être institutionnalisé. Mais la plupart du temps, il s'inscrit dans la vie sociale. Les gens peuvent être racistes sans avoir de comportement raciste. Ils peuvent même avoir des propos racistes sans avoir de comportement discriminatoire. Il m'est arrivé de rencontrer des familles mixtes. L'un ou l'autre des époux peut tenir des propos racistes sur les Arabes, bien qu'il soit marié à l'un d'eux. Ces exemples prouvent à quel point le racisme est un phénomène complexe.

Nora HAMADI

Qu'est-ce qui tombe sous le coup de la loi ?

Didier LAPEYRONNIE

Les propos racistes tombent sous le coup de la loi. Il existe des exemples de comportements racistes sans être associés à des propos ou à une idéologie. Il existe aussi des formes d'idéologisation du racisme, qui servent de justification permanente des discriminations. En tant que sociologue, j'ai tendance à penser que les gens développent des idéologies pour se justifier. La difficulté de la lutte contre le racisme tient, d'une part, à sa nature et, d'autre part, à son inscription à différents niveaux dans la vie sociale. Son lien avec les comportements sociaux est très aléatoire.

Nora HAMADI

Emmanuel DEBONO, vous avez travaillé sur la LICA. Dans quel contexte s'est-elle créée ? Depuis, avez-vous constaté les mêmes phénomènes dans la constitution du champ des organisations antiracistes ?

Emmanuel DEBONO

La LICA est née dans un contexte particulier. Elle a été créée en 1927, une époque où l'on considère que l'antisémitisme se trouvait à un niveau peu élevé en France. La LDH est née dans le contexte de l'Affaire Dreyfus, dans un moment antisémite. Le MRAP est créé immédiatement après la guerre, dans un contexte d'après Shoah et juste après le développement de thèses négationnistes. SOS Racisme apparaît au début des années 1980, une époque marquée par de grandes ratonnades.

Aujourd'hui, on fait de l'universalisme une sorte de paradigme contre les différences. En réalité, quand on analyse les origines de la LICA, il existe une forme de double perspective. D'une part, tous les hommes sont égaux. Il n'y a pas de Juifs, de Musulmans ou de Catholiques. Il n'y a que des hommes libres. Dans le même temps, un message très fort passe au sein des militants : il y en a assez des faces résignées et des dos courbés. Il faut enfin pouvoir être Juif. Si on touche à un Juif, tous les Juifs sont touchés à travers lui. Il existe une forme d'affirmation identitaire. Ainsi, même au sein d'un mouvement universaliste, il existe cette tension. Il ne faut pas opposer l'universalisme au droit à la différence. L'enjeu essentiel est de savoir jusqu'où les organisations universalistes défendent ce droit.

Nora HAMADI

Certains expliquent l'éclatement du champ des organisations antiracistes par leur institutionnalisation ou leur récupération politique, notamment avec l'exemple de SOS Racisme et du Parti Socialiste. Le basculement a-t-il lieu à ce moment ?

Emmanuel DEBONO

On observe des formes d'éclatement dès la décennie précédente. Dans les années 1970, on voit apparaître des associations qui veulent éviter tout intermédiaire. Les victimes doivent porter le combat sans porte-parole. Cette idée est encore importante aujourd'hui dans des collectifs et des mouvements comme la Brigade Anti Négrophobie ou le Parti des Indigènes de la République. Les « blancs » sont considérés comme des compagnons de route comme les hommes ont pu l'être pour certaines féministes.

Rapidement, SOS Racisme trône le champ médiatique et politique. Mais la question de l'institutionnalisation est un long processus, qui est déjà apparu dans les années 1930. La LICA est très proche du pouvoir et exerce un lobbying important. SOS Racisme a travaillé sur les discriminations de manière incomplète. Les émeutes de 2005 rendent criante la persistance des inégalités. Ces organisations sont faiblement présentes dans ces quartiers.

Nora HAMADI

Quelle est la perception de SOS Racisme dans les quartiers populaires? En 2005, il a manqué d'interlocuteurs pour donner du sens à ces émeutes ou ces révoltes.

Didier LAPEYRONNIE

SOS Racisme n'a effectivement pas bonne presse dans les quartiers, pas plus que la Marche pour l'égalité. Il y a quelques années, il existait des collectifs intitulés « Nous ne marcherons plus ». L'une des difficultés tient à la construction d'un ancrage social dans les quartiers d'une action antiraciste. Qui mobilise-t-on? Les Musulmans? Les pauvres? Les habitants? Les Britanniques ont connu cela. Se mobilise-t-on en tant que Black victime du racisme ou en tant que communauté qui défend une identité?

La mobilisation dans les quartiers a toujours été très faible. SOS Racisme s'est développé sur cette faiblesse des luttes au sein des quartiers populaires. Depuis les années 1990, on a vu un certain nombre de tentatives apparaître, comme à Lyon par exemple. Mais il est toujours quasiment impossible de développer des formes de luttes sociales au sein des quartiers. Les organisations antiracistes se situent à l'extérieur. Elles relèvent parfois des « classes dirigeantes », comme les Indigènes de la République ou le CRAN. Il existe donc une rupture sociale.

Les événements de 2005 s'inscrivent dans une logique émeutière, qui existe en France depuis la fin des années 1970. Elle s'est quasiment institutionnalisée en France à partir des émeutes de Vaulx-en-Velin. Le processus est toujours le même. Suite à une bavure policière, des gens manifestent, brûlent quelques voitures. Les autorités locales interviennent. Une marche blanche est organisée. La police et les émeutiers contrôlent la violence employée. Ces événements se déroulent de façon régulière dans de nombreux quartiers populaires. Ils ont évidemment une signification politique. Les émeutes sont la manifestation de l'exclusion d'une population qui n'a pas accès aux formats habituels de la démocratie. Les émeutiers appliquent, de leur point de vue, une logique rationnelle. Ils ne se considèrent pas comme des délinquants. L'émeute est le produit d'une forme de marginalisation politique plus que sociale. Elle est le seul vecteur d'expression de cette population. L'émeute est probablement l'un des effets du racisme et de la ségrégation qui mettent à l'écart matériellement et symboliquement une population.

Nora HAMADI

Ces quartiers comptent pourtant de nombreuses associations. La génération des descendants s'inscrit-elle dans une revendication politique du droit à l'égalité, contrairement à leurs parents?

Christelle HAMEL

L'enquête montre que l'insertion sociale d'une partie des enfants d'immigrés est forte, tandis qu'une autre partie est durablement inscrite dans une situation d'exclusion sociale. Ceux qui accèdent à

l'emploi, voire à des responsabilités politiques, sont en situation de revendiquer des traitements égaux pour l'ensemble de leur communauté.

Les enfants d'immigrés déclarent davantage l'expérience du racisme que les immigrés eux-mêmes. Le niveau de qualification ne joue pas sur cette déclaration d'expérience, pas plus que le fait d'avoir la nationalité française. En revanche, le sexe intervient. Les femmes déclarent moins d'expériences du racisme explicite que les hommes. Les travaux qualitatifs montrent que l'expérience du racisme est différenciée selon les sexes. Des jeunes femmes d'origine maghrébine m'ont dit qu'elles ne voulaient plus de relation amoureuse avec des Français, car elles en avaient marre qu'on leur demande de faire la danse du ventre. L'expérience des filles est celle d'un racisme plus voilé, qui se joue notamment dans l'accès à l'emploi. Les employeurs n'ont probablement pas conscience des stéréotypes dont ils sont porteurs. Elles sont mises à l'écart alors même qu'elles sont plus qualifiées que les garçons.

Le racisme prend des formes différentes selon le sexe. La dissension créée par le mouvement Ni Putes Ni Soumises entre les garçons et les filles dans les quartiers en a été le révélateur. Les filles dénonçaient une expérience du sexisme à l'encontre de leur communauté. La population majoritaire s'est servie de ce mouvement pour dire que les garçons issus de l'immigration étaient plus sexistes, ce qui a conduit à renforcer un stigmata. De plus, elles n'ont pas vu que les femmes issues de la population majoritaire subissaient aussi du sexisme. Inversement, cette situation permet de trouver des arguments supplémentaires à une exclusion.

Les statistiques permettent de faire tomber des stéréotypes, notamment celui qui s'est construit sur les garçons issus de l'immigration comme figure du violeur, qui est né avec la médiatisation de phénomènes de viols collectifs au début des années 2000. Or les données statistiques sur les violences sexuelles montrent que 14% des femmes en France ont eu au cours de leur vie au moins une expérience d'attouchement forcé, de tentative de rapports forcés ou de rapports forcés. Les situations de viols collectifs sont très rares par rapport au viol par une personne unique. Les auteurs principaux sont les conjoints. Le viol est d'abord conjugal. La deuxième situation la plus fréquente est le cadre intrafamilial, pendant l'enfance et l'adolescence : père ou nouveau conjoint de la mère. Pour lutter contre le viol en France, il faut donc développer des politiques de lutte contre les violences sexuelles intrafamiliales. Les jeunes des cités sont un épiphénomène par rapport à l'ensemble du phénomène du viol en France. Les enquêtes ne montrent pas que les femmes issues de l'immigration seraient davantage exposées à ce type de violence ou que les auteurs seraient davantage des hommes issus de l'immigration.

Les personnes qui dénoncent les discriminations raciales ont raison de le faire. Elles ne sont pas paranoïaques. Les résultats de l'enquête sont formels. Le phénomène existe et il va falloir lutter contre.

Nora HAMADI

En quoi l'antiracisme est capable de faire bouger les lignes ?

Emmanuel DEBONO

Globalement, le grand public connaît mal les organisations de lutte contre le racisme. Certes, elles ne sont pas présentes partout, mais il existe de multiples conventions avec le ministère de l'Éducation nationale, le ministère des Sports ou de la Justice. Les organisations disposent désormais de leur think-tanks, et organisent des événements qui sortent de l'entre-soi. L'antiracisme peut avoir cette vocation de créer un espace de parole. Celui-ci est rarement un espace apaisé. Certaines organisations sont plus reconnues que d'autres par les pouvoirs publics, dont par exemple la LICRA. Mais il existe des barrières à faire tomber, que ce soit à l'extérieur comme à l'intérieur des organisations. Elles ne sont pas des chapelles monolithiques. Elles peuvent jouer ce rôle de courroie de transmission. Il existe aussi d'autres acteurs dans les quartiers, qui agissent très concrètement. Mais il ne faut pas caricaturer les organisations, qui sont des voix utiles.

Nora HAMADI

Certaines associations peuvent travailler avec les institutions. Mais dans les quartiers populaires notamment, elles souffrent d'une image négative. Quel discours venant des organisations peut être défendable ?

Emmanuel DEBONO

Dans le paysage actuel, la situation n'est pas encourageante. Ces organisations sont pour la plupart vieillissantes. Il existe aussi un manque de diversité. Leur faiblesse rejoint des dynamiques plus larges de la société, comme l'hyper-individualisme, la réticence à s'engager, la désillusion.

Didier LAPEYRONNIE

Le racisme est, paradoxalement, une fonction de l'intégration. Plus les gens sont les mêmes, plus ils s'intègrent, plus cela crée des phénomènes de rejets. Parallèlement, plus les descendants d'immigrés s'intègrent socialement, plus ils se confrontent directement à ces réactions racistes. Ainsi, favoriser l'intégration ne contribue pas à lutter contre le racisme. Il ne faut pas se faire d'illusion. Le racisme se base sur la peur de l'indifférenciation et non sur la peur de la différence et de la distance. En Europe de l'Est, l'antisémitisme s'est développé au fur et à mesure que les Juifs ont quitté le ghetto.

Par ailleurs, le racisme est très pervers. Les victimes du racisme finissent par adopter les catégories du racisme et se construisent une identité collective à l'intérieur des catégories racistes. Ces phénomènes ont été observés après la fin de la ségrégation aux États-Unis.

Enfin, s'agissant de la situation des femmes, il existe une forme de piège. En France, il existe un stéréotype sur la sexualité prétendument violente des jeunes hommes, majoritairement arabes. On leur interdit l'entrée des boîtes de nuit, alors qu'on laisse les filles rentrer. Cependant, dans les quartiers, les femmes se plaignent du comportement des hommes à leur égard. On ne peut pas invalider cette plainte du simple fait qu'elle pourrait être instrumentalisée par les racistes qui stigmatisent les hommes. La lutte contre le sexisme est fondamentale dans ces milieux. Il faut accepter cette contradiction comme telle, sinon on se condamne à faire taire une partie des victimes. Une victime peut très bien être bourreau à son tour.

Le racisme est une réalité non pas cumulative mais croisée. Il existe plusieurs dimensions. Toute la difficulté de la lutte contre le racisme est due à cette réalité croisée, parfois contradictoire.

Nora HAMADI

Christelle HAMEL, avez-vous observé ces phénomènes ?

Christelle HAMEL

Je n'ai pas dit que la dénonciation de la violence par Ni Putes Ni Soumises n'était pas légitime. Se pose le problème de la réception de leur discours dans l'ensemble de la société et, plus particulièrement, dans la population majoritaire. Il existe un traitement différencié de ces violences dans les deux groupes en question. Dans un cas, les meurtres de Sohane, Ghofrane et Shérazade ont été très médiatisés. Ces assassinats perpétrés par des jeunes hommes ont été interprétés comme le résultat de leur culture. Or on dénombre entre 160 et 180 meurtres de femmes par leur conjoint chaque année en France. Dans la presse, on parle de drame familial, de drame de la séparation, de crime passionnel. Les mots violence ou meurtre sont rarement employés. Dans le cas de Sohane, Ghofrane et Shérazade, on a interprété cette violence comme le résultat de l'archaïsme des cultures des auteurs des meurtres. Ces violences ne sont pas interprétées de la même façon. Pourtant, il est difficile de voir la différence entre les deux.

Nora HAMADI

S'agit-il d'une forme de racisme ?

Christelle HAMEL

Cette manière d'interpréter des meurtres commis par des hommes issus de minorités relève du racisme selon moi. Il existe un défaut de prise en compte du sexisme dans la société majoritaire, ce qui permet de cibler les minorités en arguant qu'elles seraient plus sexistes que le reste de la société.

Nora HAMADI

Emmanuel DEBONO, vous avez évoqué le racisme anti-blanc. La population blanche n'est pas victime de discrimination. En revanche, existe-t-il des formes de racismes entre les communautés minoritaires ?

Emmanuel DEBONO

Un certain nombre d'enquêtes montrent la prégnance de l'antisémitisme dans les quartiers. La question du racisme anti-blanc n'est cependant pas évacuée par le fait que les blancs ne sont pas discriminés. Ils ne vivent pas la même chose que ceux qui vivent le racisme au quotidien. Mais il faut différencier les grilles de lecture pour ne pas s'interdire de penser le racisme au-delà des discriminations.

La question du racisme anti-blanc est ancienne. Le débat se pose dans les mêmes termes que dans les années 1960 au moment de la décolonisation du Congo, par exemple. Le MRAP a considéré qu'il s'agissait d'un racisme à rebours, mais qui n'était pas réellement du racisme. Les socialistes parlent, à l'époque, d'un phénomène sans précédent à propos du racisme des ex-colonisés. Il faudrait nuancer ces questions. Mais quel que soit le contexte, on observe une difficulté à penser certaines formes de racisme. Les victimes ont, d'une certaine manière, été sanctifiées dans les années 1980. Dans certains quartiers, les minorités blanches sont en véritable souffrance. Il ne faut pas fermer les yeux pour éviter à certains partis politiques ou mouvements de récupérer cette question. Dans les futures campagnes, il va falloir inclure le racisme anti-blanc, en montrant ses spécificités et en le documentant.

Nora HAMADI

On observe un racisme intercommunautaire dans les quartiers, que ce soit vis-à-vis des Roms ou des Juifs, par exemple.

Didier LAPEYRONNIE

Nous observons ces phénomènes un peu partout. Les Comoriens qui s'installent aujourd'hui dans les cités sont souvent rejetés et visés par des propos racistes. Le monde populaire n'est pas exsangue de racisme parce qu'il le subirait. Le racisme comme le sexisme sont universels, de ce point de vue. On les observe dans tous les milieux. Le racisme anti-blanc est une réalité. Il vise des populations souvent fragiles et pèse très directement sur leur vie quotidienne. Mais ce racisme n'est pas institutionnalisé sous forme de discrimination.

Nora HAMADI

L'INED pourrait-il être amené à travailler sur ces questions ?

Christelle HAMEL

Nous travaillons sur une nouvelle enquête « Trajectoires et origines » pour 2019 ou 2020. Cette question devra être approfondie. Des personnes qui ne sont pas issues de l'immigration déclarent être visées par des phénomènes de racisme. Ils n'ont pas la même ampleur ni les mêmes conséquences. Certains enquêtés ont aussi indiqué qu'ils s'étaient fait traiter de « sales racistes », ce qu'ils trouvaient infamant.

Néanmoins, on ne peut pas considérer que le racisme à l'encontre de la population majoritaire serait équivalent. Il faut tuer cette idée dans l'œuf, car elle est utilisée pour empêcher la mise en place de politiques publiques de lutte contre les discriminations raciales à l'encontre des minorités. En comparaison, certains pauvres détestent les riches et certains riches détestent les pauvres. Mais on comprend que les pauvres ont peut-être une raison de détester les riches. L'inverse est moins légitime. En matière de racisme, la situation est équivalente, car on n'est pas dans la même position quand un blanc se fait traiter de « sale blanc » ou quand un Maghrébin se fait traiter de « sale Arabe ».

Ces deux situations n'ont pas le même impact et ne s'inscrivent pas dans la même profondeur historique.

Emmanuel DEBONO

Laisser entendre que «sale blanc» ou «sale noir» n'auraient pas la même portée est un raisonnement dangereux. Certes, la population majoritaire n'est pas victime de discriminations. Mais la comparaison avec les pauvres et les riches ne paraît pas pertinente. Chaque situation de racisme doit être étudiée avec sérieux. Il ne faut relativiser aucune insulte basée sur la couleur ou l'origine.

Echanges avec la salle

De la salle

Je vous écoute avec passion. Mais je ne peux pas m'empêcher de me demander si cette table ronde n'aurait pas pu avoir lieu il y a dix, vingt ou trente ans. Aujourd'hui, sommes-nous condamnés à penser ensemble racisme et non-racisme? Didier LAPEYRONNIE a suggéré cette piste. Le racisme est devenu d'autant plus insupportable qu'entre-temps, la société française est devenue plus permissive, plus tolérante. Il faut comprendre cette tension, sans quoi on insinue que la société française serait définitivement raciste.

La question de la manière de nommer le racisme a été soulevée. Il faut parfois s'attarder sur les mots. Parfois, certains propos se rapportaient plutôt à la xénophobie qu'au racisme.

Enfin, en venant ici, je me suis surpris à me demander si j'allais être accepté à cette «journée interprofessionnelle». Ne s'agit-il pas d'un glissement notable? Le racisme serait-il devenu une affaire de professionnels? Autrefois, on parlait de militantisme. La professionnalisation de cet enjeu n'est-il pas le commencement de la fin?

Emmanuel DEBONO

Le fait que le racisme devienne une affaire de professionnels peut également être interprété comme un bon signe. On tolère de moins en moins le racisme. Comme l'a dit Didier LAPEYRONNIE, plus on avance dans l'égalité, plus cela génère des réactions. Mais il ne faut pas perdre de vue que la mixité fonctionne également. La question du niveau de tolérance est plus importante. Aujourd'hui, les réactions de la société civile sont plus rapides. Par ailleurs, il existe une forme d'exigence des agents publics de pouvoir faire face à ce genre de situation avec plus de subtilité.

Didier LAPEYRONNIE

Il y a trente ans, nous n'aurions pas tenu les mêmes propos. A l'époque, les gens étaient optimistes. Le racisme était un obstacle à franchir. Aujourd'hui, le sentiment est différent. Le racisme est une réalité massive dans la société française. Depuis dix ans, l'expression d'un racisme très direct s'est installée dans le paysage de l'espace public. De ce point de vue, la situation ne s'est pas améliorée.

Nora HAMADI

La société serait-elle moins tolérante?

Didier LAPEYRONNIE

Ce n'est pas mon propos. On observe que l'expression du racisme est plus importante. Il y a à la fois plus de mixité et plus de ségrégation. Du point de vue politique, la perception du racisme a changé en trente ans. Aujourd'hui, le racisme n'est plus porté par un optimisme.

Nora HAMADI

La professionnalisation du champ de l'antiracisme s'explique-t-elle par le fait que les militants ont déserté ?

Didier LAPEYRONNIE

La professionnalisation et le vieillissement ne sont pas propres au milieu de l'antiracisme. L'affaiblissement de l'antiracisme militant va de pair avec l'effondrement de la gauche et de son inscription dans le monde social.

Christelle HAMEL

Il est difficile de dire, à partir des enquêtes, si le racisme est plus présent ou non, car il n'existe pas de données comparables. « Trajectoires et origines » est la première étude de ce type. Si on considère que le racisme est systémique et structurel, porté par des structures sociales telles que l'école, les entreprises ou les services de l'Etat, il faut que les agents de ces institutions se saisissent de la question et transforment leurs pratiques. Un travail conséquent est devant nous. Cependant, les associations auront toujours leur rôle à jouer.

De la salle

Je voudrais formuler une remarque d'ordre sémantique. Didier LAPEYRONNIE a utilisé le mot « black » pour parler des noirs. Or je suis noire. Je n'ai aucun problème avec ce terme. Les chercheurs peuvent contribuer à changer les choses. Il serait préférable d'utiliser les bons mots pour identifier les bonnes personnes. Madame HAMEL a fait référence à un couple mixte composé d'une Arabe et d'un Français. Voulez-vous dire un blanc ? Il s'agissait probablement d'un couple de deux personnes françaises.

Je fais des interventions dans les établissements scolaires. Les élèves formulent ce type de remarque. Ils s'identifient par ces termes car on ne veut pas les accepter comme Français. Toute la journée, ils entendent qu'ils sont des enfants d'immigrés. Je ne corresponds pas aux critères d'un immigré. La génération de nos parents est passée de la colonisation à la naturalisation. Ils sont ensuite restés Français sans se poser la question de la situation de leurs enfants.

Le racisme n'est pas que populaire. Il peut aussi être intra-communautaire. Je tiens à rappeler que le Maghreb est en Afrique. Mais à force de différencier les gens, on crée des divisions. Sur le plan des études, allez-vous travailler sur des statistiques ethniques ?

Nora HAMADI

Ne va-t-il pas falloir passer par des systèmes auto-déclaratifs, comme on peut en voir aux Etats-Unis, afin de mener des enquêtes sur les descendants de migrants ?

Christelle HAMEL

Dans notre enquête, pour distinguer les personnes, on leur a demandé leur pays de naissance, le pays de naissance de leurs deux parents, ainsi que leur nationalité à la naissance et celle de leurs deux parents. En combinant les réponses à ces deux questions, nous avons pu construire des groupes d'immigrés et de descendants d'immigrés. Cette méthode ne permet pas d'identifier les petits-enfants d'immigrés qui peuvent, eux aussi, être confrontés à des situations de racisme ou à des discriminations. Il est difficile néanmoins de prendre ce critère en compte car il rend l'enquête trop complexe.

Pour la prochaine enquête, nous envisageons de demander aux personnes de se classer dans un référentiel ethno-racial. Il reste à mieux définir ce référentiel et à s'accorder sur la manière de le construire. Les statistiques ethniques sont interdites en France. Le droit dit qu'il est interdit de récolter cette information. Mais cette interdiction peut être levée dans certaines circonstances, notamment pour réaliser des enquêtes de recherche, si les résultats sont strictement anonymisés, et quand les objectifs de l'enquête le justifient. La CNIL contrôle strictement les autorisations aux institutions de recherche ou à l'INSEE de procéder à ce type d'enquête. Il faut bien marquer la différence entre des enquêtes de recherche et les données administratives collectées par la justice ou la police.

Emmanuel DEBONO

Les mots sont effectivement importants. Quand vous écrivez «je suis noire», vous utilisez une majuscule ou une minuscule. Cette question ne fait pas l'unanimité. Un ami métis milite pour l'utilisation de la minuscule à «noir» et à «blanc», car il y a un risque d'essentialisation.

Didier LAPEYRONNIE

Quand j'ai utilisé le terme «black», je faisais référence aux Anglais. En Angleterre, un débat est apparu pour que ce terme ne renvoie pas seulement aux gens de couleur de peau noire, mais aussi aux Pakistanais ou aux Indiens, c'est-à-dire l'ensemble des gens victimes de racisme.

La question des catégories est fondamentale. Il n'existe pas de vie sociale sans construction de catégories. Certains sont propriétaires des définitions, tandis que d'autres, qui sont définis, n'en sont pas propriétaires. Le problème des gens racialisés tient au fait qu'ils sont définis sans pouvoir être propriétaire de leur définition. Aux Etats-Unis, le passage du «nègre» à l'«Afro-américain» montre cette reprise de contrôle de la définition sociale. En France, il y a un travail à mener de réappropriation des catégories qui définissent les personnes victimes de racisme. La lutte pour l'égalité passe aussi par cette question.

Nora HAMADI

Le racisme a-t-il toujours existé ou le redécouvre-t-on ?

Emmanuel DEBONO

Dans le milieu scolaire, l'Institut français de l'éducation mène des enquêtes sur les contextes dans lesquels apparaît le racisme. On se nomme facilement en fonction des origines, à travers des catégories nationales ou religieuses, qui servent à mettre à distance. Ces interpellations se font parfois sur le mode du jeu, ce qui peut être très pervers.

De la salle

Si l'on considère uniquement le racisme sous l'angle des préjugés vis-à-vis de l'autre, toutes les formes de racismes se valent. Or si on considère le racisme dans un rapport de pouvoir ou de domination, on ne peut pas mettre sur un même plan ceux qui bénéficient de toute la puissance du système racial et ceux qui n'en bénéficient pas. Ce système de domination existe partout dans la société. Il est également présent dans cette salle. Ces rapports prennent la forme du sexisme. J'ai pu entendre la parole de la seule experte présente être remise en question comme étant une parole personnelle, alors qu'elle citait des chiffres.

Il existe aussi des rapports de classe. Un expert des quartiers populaires remet en cause la présence d'associations antiracistes dans les quartiers, alors qu'elles sont très nombreuses, comme par exemple Zonzon 93, CCIF, La Brigade Anti Négrophobie, le PIR, Femmes en lutte 93, CSP, mouvement des squats. Le mouvement antiraciste n'est pas mort.

A aucun moment, il n'a été question d'histoire coloniale. Je m'interroge sur le fait de parler de racisme sans parler de l'histoire de la colonisation.

Emmanuel DEBONO

Les études post-coloniales sont très rigoureuses. On ne peut pas les contourner. Nous n'en avons pas parlé du fait de l'orientation des questions. Certains des mouvements cités sont obsédés par la colonisation et rapportent tout à cette problématique.

S'agissant de ma réaction aux propos de Christelle HAMEL, je ne sais pas si la comparaison avec les riches et les pauvres était juste. Certes, les victimes de discrimination peuvent paraître plus légitimes. Mais le message serait terrible si l'on s'en tenait à ce raisonnement.

La colonisation représente un véritable enjeu de mémoire. Dans les écoles, l'immigration n'est pas mise à l'honneur dans les programmes. Il existe des combats à mener sur ce terrain. Mais le fait de tout réduire à des enjeux d'héritage de colonisation semble dangereux et pervers.

De la salle

On ne peut pas comprendre tous les enjeux de la discrimination raciale sans l'articuler à la dimension de classe. En tant que blanc, issu des quartiers en périphérie d'Hénin-Beaumont, je ne peux pas comprendre le développement d'un discours raciste sans tenir compte des conditions sociales des habitants des quartiers. Le déclassement social subi par une partie de la population blanche a conduit certains à désigner l'immigré comme bouc émissaire. Dans le bassin minier, les immigrés sont venus

d'Europe et des anciennes colonies afin de pallier un manque de main d'œuvre. La plupart des descendants d'immigrés blancs ont oublié les discriminations dont leurs parents ont été victimes. Il existe aujourd'hui une concurrence des histoires. Dans ces récits, l'immigré maghrébin serait celui qui n'a pas su s'intégrer. Il faudrait pouvoir travailler ensemble sur cette mémoire et ne pas niveler les différences. Ces différentes dimensions ne sont pas articulées entre elles actuellement. La division de la classe populaire et des mouvements sociaux par le patronat a-t-elle été étudiée ?

Christelle HAMEL

Vous avez raison de souligner que les « blancs » ne constituent pas un groupe homogène. La position sociale des personnes qui ne sont pas racisées leur offre le privilège de ne pas être discriminées. Dans l'emploi, quand bien même vous n'êtes pas acteur de discrimination à l'encontre des autres, vous bénéficiez du fait d'avoir plus de chances d'obtenir un poste.

D'autres inégalités sociales traversent la société. Des blancs sont en situation de marginalisation. Ces personnes ont naturellement des difficultés à se considérer comme des dominants. Elles peuvent être elles-mêmes victimes par ailleurs. Mon propos n'était pas de dire que la violence à l'encontre des blancs serait acceptable.

A travers la comparaison avec les riches et les pauvres, je voulais insister sur la colère. Quel regard porte-t-on sur la colère des personnes discriminées en raison de leur origine ? De la même manière, quel regard porte-t-on sur la colère des pauvres ? Un acte violent peut s'expliquer par la colère, l'indignation. Mais on ne peut pas porter le même regard sur ces actes que sur une violence institutionnalisée, plus dissimulée, qui prendra moins la forme de la violence physique, mais plutôt celle de la discrimination.

Nora HAMADI

Vous intégrez donc ces questions de classe et de rapports sociaux dans vos études.

Christelle HAMEL

Oui. Il faut faire la différence entre l'échelle des individus et leurs interactions, et l'échelle des structures sociales. Mais ces dimensions sont difficiles à articuler dans le cadre de politiques publiques. Il n'est pas acceptable de dire que le racisme anti-blanc n'a pas d'importance.

Didier LAPEYRONNIE

Le fait d'habiter dans un quartier populaire, même en tant que blanc, induit souvent de la discrimination, tout comme le fait d'être pauvre. Doit-on parler de racisme de classe ? Le fait d'être blanc est, certes, un privilège. Mais cela se croise avec d'autres dimensions sociales. Inversement, quelle que soit sa couleur, un riche est moins discriminé. Les dimensions de classe et de race se croisent. Dans les quartiers, les gens vivent le fait d'être pauvre comme une stigmatisation. Une personne en bas de l'échelle sociale bénéficiera moins du privilège d'être blanc. On ne peut pas séparer ces deux dimensions.

Dans les quartiers, on constate un appauvrissement très net d'une partie de la population depuis la crise de 2008. Il s'agit d'un changement considérable. De plus, on observe une fragmentation interne très forte de ces milieux. Elle recoupe souvent les appartenances minoritaires. Les phénomènes de racisme inter ou intra-communautaire se sont renforcés.

Certes, on peut considérer que de nombreuses associations travaillent dans les quartiers. Mais si l'on s'éloigne de la première couronne parisienne, dans la plupart des quartiers, force est de constater qu'un désert associatif et politique s'est installé. Cette population ne dispose plus de forme de représentation politique.

De la salle

A Lille, nous menons une action avec le collectif Kif Kif. Nous essayons d'interroger certaines pratiques discriminatoires. Nous rencontrons des difficultés à mobiliser des jeunes de culture franco-maghrébine. Les enquêtes permettent-elles d'expliquer un tel phénomène ?

Par ailleurs, sur le plan de l'accès à l'emploi, il semble que les filles s'en sortent mieux que les garçons.

Christelle HAMEL

Une partie des garçons sortent du système scolaire sans qualification, ce que l'on n'observe pas chez les filles. Mais à niveau de qualification, à âge, à origine sociale des parents, à lieu de résidence identiques, les filles rencontrent plus de difficultés à entrer sur le marché de l'emploi que les garçons. Toutefois, cette différence ne fait pas disparaître le fait que les garçons réussissent moins bien à l'école. Comme ils sont plus nombreux à sortir du système scolaire sans qualification, ils sont de fait plus nombreux exposés à des situations d'exclusion durable.

Didier LAPEYRONNIE

Les statistiques montrent une dégradation absolue et relative de la situation des femmes dans les quartiers populaires. Elle se dégrade vis-à-vis de celle des hommes et de celle des femmes qui n'habitent pas les quartiers populaires. Paradoxalement, on observe aussi une capacité d'action plus forte chez les femmes. Depuis une dizaine d'années, les quelques mobilisations que l'on observe dans les quartiers sont à l'initiative des femmes.

De la salle

Je voudrais revenir à la question de l'accès à l'emploi des femmes. Je suis immigrée. Après mon diplôme de master en Français Langue Etrangère, j'ai constaté que cette filière était relativement fermée aux personnes qui n'ont pas le français comme langue maternelle. Dans la plupart des annonces d'emploi, on spécifie comme compétence première le français langue maternelle. La qualification vient ensuite. Le racisme peut être multiforme et toucher à la langue quand on en arrive à une telle hiérarchisation.

Christelle HAMEL

Des travaux de recherche portent sur la non-reconnaissance des diplômes acquis à l'étranger, qui constitue un obstacle important à l'insertion sociale des migrants.

Nora HAMADI

Merci à tous d'avoir participé à cette matinée.

Peggy DERDER

Je remercie Nora HAMADI d'avoir animé cette matinée et je vous invite à participer aux ateliers qui vont se tenir cet après-midi.

ATELIER 1 : QUELS OUTILS POUR EDUQUER CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME ?

Annick METEFIA

Bonjour à toutes et à tous. Intervenante pédagogique, j'ai mené, dans le cadre de mon master, une recherche sur la sensibilisation des publics jeunes à la lutte contre le racisme et les discriminations, notamment en observant le travail des associations d'éducation populaire, des centres sociaux et d'animation, des associations antiracistes, etc. Je me suis interrogée sur la définition du racisme à présenter aux jeunes, les outils pour en discuter avec eux, les indications que donnent ces choix pédagogiques sur les représentations communément partagées sur le racisme et les discriminations, et plus largement sur les enjeux politiques sous-tendant cette sensibilisation.

La question des outils se révèle fondamentale pour toute personne s'impliquant dans la lutte contre le racisme, pour traiter ses problématiques profondément complexes. On peut par ailleurs souhaiter simplifier ces dernières pour les rendre accessibles aux jeunes, et adapter les outils. Ce public a son langage, ses préférences en matière d'outils. D'autre part, les outils représentent un appui pour les acteurs, qui se trouvent quelque peu démunis dans certaines situations.

Enfin, la question des outils suppose celle des objectifs, que les professionnels, à la recherche de l'outil et d'activités parfaits, perdent parfois de vue. Nos échanges seront menés à partir de l'expérience de Marco BRIGHENTI, enseignant et formateur au Centre académique de la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (CASNAV), en Essonne. Il présentera le projet VaKE (Values and Knowledge Education), fondé sur l'enseignement des valeurs selon une démarche comparative européenne.

Marco BRIGHENTI, quels constats et préoccupations vous ont amené à travailler sur la thématique du racisme ?

Marco BRIGHENTI

Je suis un professeur d'histoire et de géographie, donc d'éducation civique. J'ai enseigné au collège des Pyramides, à Évry. Depuis cinq ans, je suis formateur au CASNAV de l'Essonne. Il coordonne 33 dispositifs pour 2 500 élèves des premier et second degrés. Nous menons un travail de médiation, en interne et en externe, notamment avec les associations et les familles.

La question de l'antiracisme est importante depuis longtemps. De nombreux projets et ressources existent dans ce domaine (« Ados ambassadeurs de la loi », Guide républicain, qui s'ouvre par le premier mot « antiracisme », etc.). Pour autant, les professeurs se sentent souvent en difficulté et quelque peu perdus. Par ailleurs, le besoin est impérieux de transmettre aux élèves allophones un certain nombre d'éléments, au-delà de l'apprentissage du français. Les discours des professeurs ne se traduisent pas par des actions dans leur réalité.

Nous avons souhaité agir différemment, en nous basant sur un exemple pour illustrer les difficultés en classe et la recherche d'un outil nouveau. Avec Frédérique BROSSARD, professeur de pédagogie exerçant en Norvège, nous nous sommes lancés dans une recherche-action avec VaKE, pour entreprendre une action vraie et inciter les élèves à penser.

La difficulté de la classe aujourd'hui consiste à définir si les élèves constituent un problème ou des ressources. La position dominante est qu'ils représentent un problème. D'autre part, des stratégies déchargeant la responsabilité de l'enseignant se mettent en place. Les uns pensent enseigner des savoirs, pas des valeurs. D'autres arguent d'un manque de temps, des contraintes du programme, etc. Pour certains, le dilemme proposé ne constituait pas un problème du fait de l'existence d'une histoire officielle. Cela m'amène à considérer que même du point de vue de la pensée, les enseignants semblent démunis, d'autant que la formation initiale apparaît très faible. Le CASNAV n'entretient aucun lien avec les ESPE, et je n'interviens jamais devant de futurs professeurs.

Se pose également la question de l'inclusion/exclusion. Souvent par souci d'égalité, on crée l'exclusion. Des intervenants ont mis ce phénomène en évidence ce matin. Aussi, le plus intéressant n'est pas le fait que les enfants allophones parlent français, mais comment ils interrogent tout le système. L'outil proposé ne vise pas à instruire à l'antiracisme des élèves venant de l'étranger, car il convient à tous. Son intérêt est de questionner notre façon de procéder pour l'ensemble des élèves.

Nous ne sommes pas les seuls à nous atteler à cette tâche considérable. Des réflexions sont menées à l'international pour une école plus inclusive pour tous les élèves. La question se pose du changement de geste professionnel et d'outil à cette fin. Nous nous inscrivons dans une nécessité, une volonté d'une éducation favorisant la créativité, les connaissances, le développement des valeurs, l'activité sociale. Jusqu'à la massification de l'enseignement, le parcours scolaire dépendait de la classe sociale. Aujourd'hui, l'école représente la seule manière de réussir, d'où la nécessité impérieuse d'inclusion des élèves et d'un enseignement de nature sociale.

Il importe d'apprendre la prise de décision aux élèves, afin de sortir de ce débat stérile sur le racisme et l'antiracisme. Mon discours étayé sur les bonnes valeurs d'enseignant en histoire-géographie ne transformera pas leur vie lorsqu'ils sortiront de la salle. Nous souhaitons les aider à comprendre la nécessité d'apprendre à prendre des décisions permettant de changer leur vie.

L'intérêt de la démarche réside également dans la lutte contre les impostures interculturelles. Ainsi, en arrivant dans les classes, j'assistais systématiquement à la présentation des élèves allophones, puis du plat de leur pays. Cela assigne l'élève à une culture supposée. Dans une bonne intention de se fonder sur un environnement proche, on pratique le déterminisme. Nous cherchons aussi à libérer les enseignants, à leur rendre le pouvoir, de même qu'aux associations et à tous les acteurs. L'outil aide ainsi à enseigner l'antiracisme aux élèves, mais aussi à former les adultes. Ils sont amenés à prendre position sur un dilemme, afin de qualifier les individus et les socialiser, et d'interroger leurs propres préjugés.

Annick METEFIA

Pouvez-vous mentionner des exemples de dilemmes présentés aux enseignants et aux élèves ?

Marco BRIGHENTI

Le dilemme doit être suffisamment contextualisé et proche de l'histoire des personnes, afin qu'elles puissent s'y identifier. Il doit aussi être assez réel, mais sans excès. Lors de la formation des professeurs, notre schéma met en scène un cours sur les colonisations d'une enseignante d'histoire-géographie, Mariam H., impliquée et très appréciée de ses élèves. Un conflit éclate dans la classe à propos de la colonisation. Louise défendant l'idée que celle-ci n'a pas été uniquement négative. Nous faisons voter les personnes pour savoir si Mariam doit décentrer son cours en parlant des colonisations en Amérique, ou au contraire continuer. Les personnes confrontent ensuite leurs arguments avec le reste de la salle. Les enseignants votent majoritairement pour une poursuite du cours, avec comme principaux arguments l'injonction du programme, l'histoire officielle.

D'autres questions intéressantes émergent par la suite. Des personnes se révèlent très influencées par leur propre parcours. La décolonisation algérienne du point de vue français était une guerre, mais du point de vue algérien, une libération. Cela incite à réfléchir peut-être à une histoire à parts égales, une histoire globale. Nous avons formé deux groupes, adoptant le même positionnement sur la poursuite du cours, mais avec des arguments différents. L'intérêt était ainsi de montrer qu'il n'existe pas une solution unique. Le professeur n'est pas celui qui donne la parole. Les élèves posent les questions, cherchent, apportent des correctifs. L'enseignant guide leurs travaux, ignore ce qui va en émerger, et est obligé d'écouter les élèves.

Dans la situation traditionnelle de cours dialogué, le professeur donne la parole, évalue la réponse et redonne la parole. Le temps de parole de l'enseignant s'élève à 50 à 70 %, et celui des élèves sur les quatre ans de collège sur le cours avec le nombre d'heures le plus important est de dix-sept minutes. Il faut changer cette situation, qui ne permettra pas de progresser dans la lutte contre le racisme.

Le dilemme représente ainsi un programme particulier mettant en jeu des valeurs opposées. L'histoire est fictive, mais doit être proche de la réalité. Il convient aussi d'impliquer les émotions, que les professeurs mettent toujours à distance. Or leurs choix fondamentaux sont liés à des émotions, à un parcours. Nous nous servons également de l'actualité récente, pour introduire de la complexité. Dans VaKE, on n'assigne plus à une identité, ces personnes apportant leur propre complexité. Les professeurs ne se retrouvent pas seuls, le déroulé étant très précis. Le projet peut être mené dans la classe, avec des allers-retours entre l'introspection et la confrontation avec le reste des élèves. Un temps de recherche leur permet d'étayer leurs argumentations. Il leur est demandé une production finale, puis un autre vote, pour déterminer les changements apportés.

Annick METEFIA

Avez-vous noté dans ce travail des difficultés particulières, voire les limites de cette méthode ?

Marco BRIGHENTI

Ce modèle est adaptable à tous les publics. Son auteur, Jean-Luc PATRY, de l'université de Salzbourg, l'a utilisé avec les maternelles, les primaires, les enfants issus de l'immigration, les personnes âgées, etc. L'objectif de la recherche-action menée consiste à déterminer dans quelle mesure les élèves

peuvent mobiliser leurs capacités interculturelles, comment un exercice complexe, ayant du sens, produit un impact sur l'apprentissage de la langue. Cette méthode aide à amplifier la pensée, d'où l'intérêt pour les élèves arrivant de l'étranger, qui pourront découvrir et lire différemment le monde à travers l'entrée dans le français, sans annihiler leur bagage. De même, il faut montrer aux élèves lambda scolarisés en France cet intérêt de la langue et des valeurs.

Annick METEFIA

Sur le terrain, la notion de morale ne fait pas l'unanimité. Quelle réflexion avez-vous sur cette notion et rencontrez-vous parfois sur le terrain des contestations ou doutes sur cette question ?

Marco BRIGHENTI

Je ne comprends pas réellement la différence entre politique et morale. Un discours politique est nécessairement moral. Le racisme est un problème moral. Mais nous ne tenons pas un discours moralisant dans le cadre de VaKE, qui est une démarche de pensée critique. À l'issue de l'activité, nous nous interdisions d'en juger les différents positionnements, et aurons fait émerger la parole.

Annick METEFIA

Au-delà de VaKE, je propose de nous interroger sur l'état de la réflexion de l'éducation nationale sur ses pratiques et le potentiel de l'école de produire ou reproduire des discriminations. Nous traversons peut-être une période de transition, par rapport à la situation d'il y a dix ou quinze ans. Je pense notamment à l'ouvrage de François DURPAIRE et Béatrice MABILON-BONFILS « *Fatima moins bien notée que Marianne* », traitant des discriminations systémiques à l'école envers les enfants d'origine étrangère par rapport à des élèves majoritaires blancs s'agissant notamment des notes, sanctions, etc. Cela rejoint le débat actuel sur la suppression des notes, considérées comme un facteur de création d'inégalité. Par ailleurs, des débats reviennent de façon récurrente concernant les devoirs. Comment percevez-vous ce moment où se trouve l'éducation nationale ?

Marco BRIGHENTI

Nous disposons aujourd'hui d'outils, comme l'étude Trajectoires ou l'enquête PISA, de mesure des résultats des élèves des pays membres de l'OCDE. Dans la première enquête de 2002, la France figurait à la 22^e place et l'Allemagne en 26^e. En 2013, la France est 25^e, l'Allemagne 16^e. L'analyse approfondie de PISA montre que 18 % des meilleurs élèves français sont les meilleurs au monde, et les écarts se creusent en fonction des écarts sociaux.

L'évaluation doit être questionnée. Les études indiquent que les notations ont toujours la même forme : un tiers de mauvaises notes, un tiers de moyennes, et un tiers de bonnes. Les moyennes de la classe se situent systématiquement entre 9 et 11 : une note inférieure serait signe d'une méconnaissance des élèves par le professeur, et une note supérieure de son laxisme. Il existe un rapport de pouvoir dans la prise de parole et dans la connaissance, d'autant plus fort que la France s'est construite sur une domination par la langue.

Il faut donc trouver le moyen de réorienter l'évaluation, de positionner les familles que nous recevons de ce point de vue, et établir un diagnostic de ce que les élèves savent faire ou pas. Et le CASNAV a son mot à dire sur la manière d'évaluer. Je note à cet égard qu'on n'évalue quasiment jamais la production orale des élèves. Les outils de la langue manquent pour l'instant. Mon travail dans la recherche-action consistera à identifier des outils d'étayage externe. On ne peut laisser un élève seul avec ses ressources internes. Cela renvoie au regard porté sur les élèves. Les enseignants n'alertent jamais les parents sur les difficultés et sont incapables de poser un diagnostic réel sur celles-ci. La seule solution proposée est de laisser l'enfant se débrouiller seul.

Le cadre européen de référence pour les langues donne des outils pour l'évaluation. Ainsi, on ne se situe pas nécessairement au même niveau sur les cinq compétences engagées : production orale, production écrite, compréhension orale, compréhension écrite et médiation. Certains parmi vous maîtrisent l'écrit, contrairement à l'oral. De même, en classe, il faut travailler sur le caractère normal, ce que l'on ne fait jamais, encore moins avec les valeurs. Je parle de dilemme moral, car cela a un sens. Il importe de comprendre que la langue a un sens pour prendre des décisions.

Il convient donc de coupler le travail scolaire avec une tâche ayant du sens, pour pouvoir prendre position. À défaut, l'école constitue pour les enfants un monde des mots, et ils se construisent un discours en dehors. Dans VaKE, nous leur proposons de vivre une aventure humaine, où ils prennent position « pour de vrai ». Pour cette raison, les liens entre l'extérieur et l'école sont essentiels. Je ne crois pas à l'école sanctuaire, mais à l'école des rues.

Annick METEFIA

Nombre de travailleurs sociaux soulignent la difficulté à entrer à l'école, pour mener des projets en concertation avec les enseignants. Ainsi, en cas de problème de discipline, un éducateur spécialisé connaissant bien la personnalité d'un élève serait en mesure d'expliquer son comportement. Il n'existe malheureusement pas de communication entre les deux mondes. Ces acteurs emploient le terme « forteresse » pour qualifier l'école. Avez-vous observé ces phénomènes ?

Marco BRIGHENTI

Les logiques institutionnelles des acteurs extérieurs les amènent à créer des normes et des processus. La Réussite éducative rend compte devant les élus des financements alloués par exemple à la création d'un atelier sociolinguistique. Mes élèves suivant 12 heures de français en inclusion, assistent à des cours de cet atelier le mercredi et le samedi matin. Le travail y est complètement découpé. L'école n'est pas la seule forteresse. Des acteurs différents fonctionnent avec des logiques qui sont les leurs. Rendre le pouvoir signifie s'autoriser à proposer d'autres actions.

Je ne rencontre pas de problème d'insertion pour les enfants de moins de 16 ans arrivant de l'étranger, qui sont scolarisés dans les dix jours en moyenne. En revanche, 176 élèves de plus de 16 ans se retrouvent sans structure, car il n'existe que 5 classes en essai avec 100 élèves. Les dispositifs Réussite éducative ne sont pas habilités à intervenir auprès d'enfants de plus de 16 ans. Il est donc nécessaire de changer les règles, ce que j'appelle « rendre du pouvoir ».

Prenez aussi garde à ne pas vous contenter du fait que les enseignants externalisent les difficultés. Dans votre exemple, pendant que l'élève est exclu, il est pris en charge par l'association, et c'est un scandale. Il est nécessaire de développer toutes les pratiques inclusives. Si elles nécessitent d'entrer dans la classe, alors faites-le, apprenez à parler la même langue que les professeurs. Cela implique aussi un effort des enseignants à aller vers l'extérieur, une évolution de leur statut.

Annick METEFIA

Je m'interroge sur la réflexion menée par l'éducation nationale sur les discriminations, notamment vécues à l'école. J'ai le sentiment qu'elle se situe toujours dans les établissements accueillant de nombreux élèves minoritaires. Très peu de réflexions et d'actions sont développées dans les établissements des quartiers favorisés, comme par exemple l'ouest de Paris. Dans ma petite ville de province, où les minorités se comptaient sur les doigts d'une seule main, je n'ai jamais bénéficié d'une intervention d'associations extérieures, dans un milieu où le racisme était très offensif et explicite. Comment conquérir ces territoires qui se distancient complètement de la question du racisme, et où les associations ont des difficultés à entrer ?

Marco BRIGHENTI

La solution consiste à développer des projets d'intervention liés au programme scolaire, et à travailler avec les enseignants. Cette démarche se révèle toujours plus difficile dans les sujets que nous touchons, par rapport à des thématiques sur la sécurité routière, la prévention des risques, la drogue, en somme, les interventions clés-en-main. Par ailleurs, il faut privilégier, en collaboration avec les enseignants, les actions où les élèves deviennent acteurs et produisent un projet concret : un clip, des affiches, etc., en lien avec le programme. Donnez-vous la possibilité de changer vos modes d'action, et refusez une intervention si le professeur n'y est pas associé.

Vous dépendez de financements publics et vous devez rendre des comptes. Je suis convaincu que ce n'est pas tant la population qui est raciste, mais aussi nos dirigeants, qui ont des préjugés. Cela impacte directement des politiques et des décisions : le financement ou pas de vos projets, de mes classes. D'autre part, tout le monde n'a pas été Jean Moulin. Un professeur sur dix vote pour le Front national. Pour certains de l'élite de l'ENA, l'extrême droite est devenue une opportunité professionnelle.

Il faut vous rendre le pouvoir, car vous figurez parmi ceux qui peuvent changer cette situation. Vous devez le prendre et l'afficher. Le pire qui peut vous arriver est de voir votre projet refusé. Il est normal d'avoir des préjugés. Je n'accuse pas mon directeur académique. Je ne gère que 2 500 élèves, soit 1 % des élèves du département. Cependant, il est de ma responsabilité de lui rappeler certaines choses. Des décisions relevant du racisme ordinaire peuvent être prises, qui risquent d'être catastrophiques. Mon travail consiste à être exigeant et à dire non parfois.

Suzanne

J'ai 80 ans et j'ai subi la Shoah. Je porte mon témoignage dans les écoles. Il existe un racisme épouvantable dans les écoles, aussi bien juives que laïques. Dans certains établissements, notamment

parisiens, des élèves ou leurs parents nous empêchent de témoigner. J'ai aussi été accusée de mensonge par un élève. Je rencontre moins de problèmes dans les écoles laïques à l'extérieur de Paris. Je commence toujours mes récits par l'histoire du peuple herero, dont les membres ont été enfermés dans des camps de concentration, et je suis étonnée que certains professeurs d'histoire-géographie ne la connaissent pas.

Il est rare que notre association d'anciens déportés d'Auschwitz soit sollicitée par les écoles du XVI^e arrondissement de Paris. En revanche, nous intervenons souvent dans le nord. Lorsque je propose une intervention dans certains établissements, je ne reçois même pas de réponse. J'interviendrai en mai dans une école juive, puis à Bussy-Saint-Georges. Mais avec le temps, nos interventions sont de moins en moins demandées, ce qui est dommageable, car les survivants ne sont plus très nombreux. Nos intervenants restent à votre disposition si vous le souhaitez.

Annick METEFIA

Merci de ce témoignage. Le but de cette journée vise aussi à favoriser les connexions entre professionnels.

Marco BRIGHENTI

Il est très important de rendre ces actions vivantes pour les élèves, sur lesquels elles produisent un impact considérable. Il ne faut pas croire que le combat est perdu d'avance en raison des difficultés. Il est essentiel de le poursuivre, pour lui donner du sens. La difficulté que vous avez rencontrée tient à l'absence de formation des enseignants. L'intérêt de l'action est d'obliger aussi les professeurs à apprendre. Il faut que vous les rencontriez préalablement. Pour ma part, je tiens aussi particulièrement aux rencontres avec les parents, auprès desquels j'apprends beaucoup.

Sachez que les enseignants sont démunis. Vous êtes plus experts en matière de pensée antiraciste. Dans mon rôle de professeur d'histoire-géographie, j'ai affaire à toute l'histoire de l'humanité des origines à nos jours. Dans la pédagogie additionnelle, nous menons des activités avec les élèves. Il faut exiger que les enseignants préparent ce travail difficile pour eux. Un enfant ne peut absorber le choc émotionnel de votre récit. Si vous prenez le temps de cette préparation, les élèves pourront y accéder. Votre venue pourrait par exemple être précédée d'un dilemme, et les élèves auront déjà réfléchi et parcouru un bout de chemin, auront des questionnements.

Une intervenante

Comment avez-vous résolu le dilemme de l'enfant qui vous a accusée de mensonge ?

Suzanne

Il n'a pas été résolu, l'enfant étant sorti de la classe. Nous revenons tous les ans dans cette école, mais il sera passé au collège. Certains enseignants ne préparent pas les élèves. Je m'efforce de leur transmettre des documents avant mon intervention, mais je raconte aussi ma propre histoire.

Marco BRIGHENTI

Je considère scandaleux, non pas les propos de l'enfant, mais le manque de réaction de l'enseignant et l'absence de travail par la suite. Il n'est pas besoin de réagir sur le moment, si l'on est démuni. Mais si l'une de vos interventions s'est mal passée, il faut revenir vers l'enseignant et retravailler sur le sujet. Sans vos réponses, les élèves penseront que cet enfant a eu raison. Et nous luttons précisément contre cela tous les jours. L'intérêt de cette action est d'affronter ce type de propos, qui doit émerger. Le travail des enseignants consiste à y revenir et apporter des réponses.

Un intervenant, assistant scolaire dans le bassin de Mantes-la-Jolie

L'éducation nationale est aussi une forteresse. La plupart de mes collègues ignorent quel est mon métier et nous éprouvons des difficultés à travailler ensemble. Vous mettez l'accent sur la différence entre l'information sur le racisme et l'action. La difficulté tient aussi aux facteurs liés à l'établissement, peut-être au chef d'établissement. Votre militantisme donne des ailes, et encourage à dire non, mais il me semble qu'il sera vite rattrapé par les procédures. Je voudrais savoir comment vous percevez et gérez cet écueil.

Marco BRIGHENTI

Il est nécessaire d'accepter parfois de reculer ou de changer, de trouver des appuis, de mener des projets à la hauteur de vos capacités. Vous portez l'action, et il faut la poursuivre. Nous sommes tous confrontés à ces difficultés du métier. Autorisez-vous à émettre des propositions et veillez à être une pensée agissante et critique, mais sans vous exclure outre mesure, pour ne pas devenir un problème. Et contactez votre CASNAV.

Daniel MARTIN, enseignant, collaborateur à Canopé

Je travaille chez Canopé, éditeur de l'Education nationale. Je suis très touché par l'intervention de Suzanne. Je suis chargé du concours national de la résistance et de la déportation, formidable outil pour concilier le désir de connaissances et la volonté de les construire afin de contribuer à la formation de jeunes qui réfléchissent, posent des questions, débattent, admettent des avis contradictoires. Il constitue une vitrine des possibilités au sein de l'institution scolaire de la mise en place de dispositifs allant à l'encontre de la dictature des programmes. On pourrait penser qu'il participe, à travers le palmarès, à la perpétuation de la discrimination entre ceux qui vont au terme de leur projet et les autres. Fort heureusement, assiste à la remise des prix le stéréotype du bon élève aux côtés de groupes qui, collectivement, par une approche sans complexe accompagnée par les enseignants, sont parvenus au plus haut point de ce qu'ils sont capables de produire.

On ne débat pas assez du grand nombre de points de vue existants sur ce que l'école peut apporter (élèves, parents, entreprises, gouvernement, communauté nationale, etc.). Un seul d'entre eux domine souvent. Quel est votre avis sur la façon de créer un espace partant sur le fond de la question pour déterminer ce que doit être l'école pour un pays et surtout les gens vivant dans ce pays? Je pense que les enseignants en sont détenteurs, de même que les acteurs désireux de travailler avec l'école.

L'école est une forteresse où il est difficile de pénétrer, mais on peut y parvenir. Il y existe beaucoup de bonne volonté, parfois des craintes, une reproduction en quelque sorte de ce que nous avons connu de l'école et qu'on n'interroge pas pour devenir enseignant. La pédagogie de projet existe et ce que vous proposez en fait partie.

Marco BRIGHENTI

Le débat sur la place de l'école appartient à tous, pas uniquement aux enseignants. La réforme des collèges entrant en vigueur l'année prochaine ouvre de tels espaces, entre autres, des projets interdisciplinaires, sur lesquels vous pourriez intervenir. La nouvelle organisation prévoit trois temps : un temps de cours, un temps d'aide personnalisée, dans le cadre duquel vous pourrez intervenir en fonction de vos champs d'action, et l'enseignement pratique interdisciplinaire. Dans ce dernier, vous pourrez intervenir en direction de l'ensemble des élèves. En effet, trop souvent, on ne prend en compte qu'une partie de ceux-ci.

Daniel MARTIN

Des possibilités sont en effet ouvertes. Malheureusement, les moyens ne suivent pas. J'y vois une stratégie pour empêcher l'école de sortir du rôle assigné par l'institution.

Marco BRIGHENTI

Un espace institutionnel s'ouvre pour ce travail, et tous les projets que nous avons évoqués pourront entrer à l'école. Ce nouveau dispositif représente l'aspect le plus intéressant de la réforme. Il permet de récupérer et mettre la pensée en action, faire de l'antiracisme « pour de vrai ».

Peggy DERDER, responsable de l'action éducative, Musée national de l'histoire de l'immigration

Notamment, en coopération avec le musée.

Chantal DELETENRE, association Ethnologues en herbe

Le but de notre association consiste à introduire les sciences sociales dans les classes dès l'école primaire. Nous travaillons notamment avec les académies de Paris et de Créteil. Nous menons des projets inter-établissements et construisons avec les enseignants de nombreux outils pédagogiques fondés sur les sciences sociales et les enquêtes de terrain. Cela montre que l'action est possible. Elle est également difficile, surtout pour des projets comme les nôtres, qui ne sont jamais ponctuels. Les associations se trouvent en position de fragilité du fait d'une institution extrêmement lourde, s'agissant notamment de projets inter-établissements. Nous organisons des ateliers d'ethnologie construits sur au moins une dizaine de séances sur les mêmes principes que VaKE. Les sciences sociales se basent précisément sur un dialogue, à partir d'un questionnement, avec les élèves et les acteurs d'enquêtes sur le terrain sur une série de thématiques (quartier, engagement citoyen, le monde du travail, etc.). Nous travaillons également sur les questions de stéréotype fille-garçon.

Omar

Je suis Français d'origine maghrébine. Je suis fier de mon histoire, comme de mon présent. Votre méthode permet de stimuler la réflexion des élèves sur les questions relatives à la discrimination et au racisme que nous subissons. On observe aujourd'hui une instrumentalisation du problème du racisme par les politiciens. De même que les journalistes, ils jouent le jeu contre l'islam. Des politiques, comme l'ancien Président de la République ou l'extrême droite, instrumentalisent les questions religieuses, mettant à profit les événements liés à la viande halal, les prières dans les rues, les mosquées, etc. De nombreux clichés alimentent le racisme envers la communauté française musulmane et, comme à travers le monde, envers les communautés juives et chrétiennes. Comment faites-vous face pour construire ce que les autres détruisent ?

Par ailleurs, nous avons en France un problème avec la mémoire nationale collective. Nous venons des anciennes colonies, comme d'autres migrants, comme les pieds noirs. Des personnes comme Zemmour et Nina, frustrés par rapport à leur passé, l'instrumentalise sur la place publique contre les Maghrébins et les musulmans. La République n'est pas encore réconciliée avec sa mémoire collective, pour pouvoir dire les choses telles qu'elles étaient, afin de régler enfin ce problème.

Annick METEFIA

Il faut garder à l'esprit que le racisme est un argumentaire qui a besoin de s'appuyer sur des faits pour convaincre. Il convient d'amener les publics avec lesquels nous travaillons, tels que les jeunes de quartiers populaires dits issus de l'immigration, et qui considèrent que les réseaux sociaux constituent des sources en soi, à s'interroger sur l'information. Face à l'argumentaire raciste, il est nécessaire de rechercher les réponses factuelles, par exemple dans les débats sur le coût de l'immigration. Il faut montrer que leurs assertions sont mensongères, produire les textes de loi, etc.

Vous ne convaincrez pas les racistes eux-mêmes. Mais pour travailler avec les personnes se situant dans la moyenne, sans idées racistes très arrêtées, il importe de préparer les argumentaires, de trouver ses sources, et de s'appuyer sur des travaux scientifiques. Il faut amener les personnes à rechercher leurs informations de façon efficace, pour les pousser à développer un esprit critique.

Les propos que rapportés par Suzanne, aussi choquants soient-ils, peuvent être dus à des préoccupations survenant lorsqu'on se construit, notamment face à un adulte, un enseignant en position de pouvoir, pour mettre en avant sa propre opinion. Ces enfants sont dans l'exagération, montrent des idées presque extrêmes. Il faut prendre le temps de discuter avec eux, ne pas adopter une position d'expertise. Il vaut mieux les inciter à développer leur esprit critique, les perturber, en particulier à travers des questions (« pourquoi ? »), les conduire à s'interroger toutes seules.

Peggy DERDER

Je voudrais vous inviter à un débat organisé samedi à 14 h 30 sur « Les mémoires partagées », et dimanche à 14 h 30, également sur le sujet de la dite « crise européenne des migrants ».

Frédérique BROSSARD

Je suis immigrée en Norvège et j'en suis fière. Je me présente en tant qu'immigrée, qui n'est pas, pour moi, une catégorie péjorative. J'enseigne la pédagogie interculturelle aux Norvégiens. Je me suis intéressée à VaKE pour réfléchir sur les pratiques. J'ai souvent le sentiment que nous nous répétons et ne développons pas suffisamment de richesses. Les systèmes qui nous entourent nous épuisent également. Nous nous trouvons en porte-à-faux et démissionnons de notre rôle.

Pour ce qui est de l'opposition à la moralité et aux valeurs morales, qui me paraît paradoxale, alors que nous l'évoquons, j'invite parfois à utiliser d'autres mots, comme réflexion éthique ou normatif.

S'agissant des valeurs, souvent nous ne sommes pas suffisamment conscients de celles qui nous motivent lorsque nous prenons position. L'antiracisme renferme une aporie entre deux valeurs : la différence et l'égalité. Comment combiner les deux, car si l'on tend vers trop de différence, on tombe dans la ségrégation, et si l'on privilégie l'égalité, on va vers l'assimilation. L'intérêt de la méthode VaKE tient précisément au travail et à la réflexion sur des valeurs opposées.

Par ailleurs, on demande toujours « pourquoi? », et l'on se base sur des faits. Cette pédagogie s'appuie sur celle de Piaget, Blatt, Kohlberg, et Glasersfeld. Ce dernier donne une large place à l'auto-évaluation des arguments. D'autre part, l'évaluation est effectuée non seulement avec le professeur, mais aussi avec les autres élèves. Cette pédagogie se révèle très intéressante car on donne la parole aux élèves, on varie leurs perspectives. Elle est aussi difficile, car le professeur n'y est pas habitué et craint de manquer de contrôle, surtout sur des thèmes sensibles. Il faut donc accompagner les enseignants et les élèves. L'intérêt de la méthode est de l'appliquer souvent. Lorsque les élèves ont compris les attentes, cette liberté de parole respectueuse de l'argumentaire de l'autre, et qu'ils évaluent leurs propres connaissances, on peut obtenir un résultat très intéressant.

Marco BRIGHENTI

Cette tension entre différence et égalité a réellement changé la vision du racisme. Les projets dans le cadre de la méthode VaKE peuvent aussi être menés en bilingue, comme dans certaines classes d'UPEAA, pour faire ressortir les apports de la culture de l'autre, si l'on veut devenir antiraciste, changer non seulement le code de la classe, ou de la ville, mais aussi du monde entier, puisque nous parlons une quarantaine de langues. Nous récupérons aussi les compétences des enseignants, notamment linguistiques.

Un intervenant

Je suis quelque peu perplexe. Ma matinée a commencé par un contrôle d'identité à la gare des Flandres. C'est le paradoxe de ce pays : se rendre à une rencontre pour partager l'expérience et travailler sur un outil permettant d'intervenir sur les questions liées à l'antiracisme et l'antisémitisme, et se faire contrôler.

J'ai constaté dans le travail de mon association sur le terrain que les personnes font l'amalgame entre juif, sionisme, Israël, etc. Parfois, les personnes de confession musulmane ne connaissent pas leur

propre religion. Perdues, elles s'identifient parfois par opposition. L'exercice pédagogique se révèle alors très important. Il ne faut pas laisser cours à une réaction émotionnelle aux propos de l'enfant que Suzanne a mentionnés. Il faut reprendre patiemment les explications, ce qui n'est pas évident, mais cette pédagogie est véritablement indispensable.

Dans le cadre de la semaine d'éducation et d'action contre l'antisémitisme et le racisme, notre organisme a mis en place une bibliothèque vivante, où les livres sont représentés par des êtres humains. Nous avons fait appel à des personnes de confession chrétienne et musulmane. Je voudrais demander la coopération de Suzanne pour identifier un intervenant de confession juive.

Suzanne

Les parents sont derrière les propos de l'enfant que j'ai mentionnés.

Annick METEFIA

J'ai organisé des débats sur le racisme et l'antisémitisme dans une classe relais. L'objectif visait à produire une œuvre. Le premier cours a été extrêmement violent. J'ai tout d'abord répondu sur le fond, mais j'ai pris conscience que les élèves ignoraient tout de la religion juive. J'ai clos le débat pour un temps, et leur ai fait un cours sur les monothéismes, en leur montrant les points communs entre les religions. Je leur ai également expliqué les origines du conflit israélo-palestinien. Six mois plus tard, j'ai découvert que ces jeunes, qui tenaient des propos antisémites d'une rare violence, ont travaillé sur l'égalité entre les religions et les points communs entre les religions juive et musulmane. Les personnes dangereuses sont celles ayant développé un argumentaire complet, avec des sources et des références. Tant que l'élève se situe dans le recyclage de préjugés, et n'utilise pas sa propre réflexion, il est facile de l'attirer vers un côté en développant ses perspectives.

Chantal DELETENRE

Il ne s'agit pas uniquement de religion, mais aussi de culture des jeunes. Pourquoi dans ce pays, comme dans de nombreux autres, ne comprend-on pas que l'enseignement des sciences sociales, même en primaire, est fondamental et manque cruellement? Il apporte une connaissance de la diversité des cultures, sa compréhension de l'intérieur, et amène à une lutte contre les préjugés.

Fulvio CACCIA, Directeur de l'Observatoire de la diversité culturelle

La dialectique entre la différence et l'égalité constitue une des définitions de la diversité culturelle. Il s'agit d'une forme de contradiction très riche. L'un de nos nombreux projets, « Paroles plurielles, paroles citoyennes », proposé notamment aux centres sociaux, vise à mettre en confrontation positive les diverses traditions de la parole. Je trouve le projet VaKE enthousiasmant et voudrais savoir s'il est adaptable aux publics adultes, et comment se procurer les informations le concernant.

Frédérique BROSSARD

Des recherches ont été effectuées sur VaKE en anglais et en allemand, et nombre d'entre elles sont publiées. Nous travaillons actuellement sur des recherches en français. Je peux vous envoyer des

textes. Nous menons des activités dans des pays tels que la Grèce, où la méthode VaKE a été inscrite dans les programmes scolaires, Israël, l'Australie, la Norvège, l'Autriche, l'Allemagne, etc. Une association, AVaKE, a été créée. Je travaille dans un collège universitaire, où nous travaillons avec des adultes. Les interventions peuvent également être menées dans les associations.

La méthode, tout en étant extrêmement flexible, permet d'aborder la complexité des questions et d'accompagner les participants, adultes ou jeunes, pour parvenir à un positionnement simple, sans être simpliste. Par ailleurs, il est essentiel de toujours argumenter le « pourquoi ? ». Certains ne le font pas suffisamment. Il est intéressant de noter que les futurs professeurs que je forme ne parviennent pas à répondre aux questions sur les valeurs.

J'utilise dans mon enseignement la pédagogie bilingue, ma collègue en sciences sociales, la comparaison entre les différents pays. On peut aussi utiliser le bagage culturel d'un élève issu de l'immigration dans les comparaisons opérées entre les pays ou adapter la méthode au monde de l'entreprise, par exemple dans une réflexion sur la discrimination au travail.

Fulvio CACCIA

Il s'agit d'une mise en situation.

Peggy DERDER

Il s'agit également d'un plaidoyer pour l'éducation tout au long de la vie.

Maïwenn GERBOUIN, psychologue

Je travaille actuellement sur un projet traitant de la médiation intergénérationnelle et interculturelle. Je voudrais savoir s'il existe des liens entre l'outil VaKE et une autre méthode intitulée PRODESAR ? Par ailleurs, qui propose le thème du dilemme au groupe dans la méthode VaKE ?

Frédérique BROSSARD

Je ne saurais répondre à la première question. S'agissant de la deuxième, nous ne demandons pas aux élèves de construire des dilemmes au début du projet, mais pourquoi pas sur le plus long terme ? Nous aidons les professeurs à construire leurs propres dilemmes. Ils s'engagent dans un tel projet, car il crée également du sens pour eux et les amène à porter une réflexion critique sur leur pratique. Lorsqu'ils ont compris les objectifs, la créativité de chacun est libérée. Ils se positionnent par rapport au programme scolaire. Ils peuvent établir une collaboration avec d'autres enseignants. Ils apprennent aussi en direct par les élèves.

Marco BRIGHENTI

Sur un groupe de 33 enseignants ayant travaillé avec nous sur VaKE, 14 se sont lancés dans une recherche-action, ce qui indique qu'il s'agit d'un avantage pour eux. Cette méthode constitue une manière de rendre aux enseignants un pouvoir et une capacité d'être créatifs, donc plus intéressants. Cet enjeu extrêmement fort incite à ne pas baisser les bras et influe sur le rapport au savoir.

Une intervenante

Comment pouvons-nous recevoir davantage d'informations sur la méthode ?

Marco BRIGHENTI

Vous pouvez rechercher le projet VaKE de l'Université de Salzbourg, nous contacter, ainsi que l'association AVaKE.

Peggy DERDER

Pour entrer en contact avec les intervenants d'aujourd'hui, n'hésitez pas à nous envoyer un email à education@palais-portedoree.fr et nous ferons suivre.

Annick METEFIA

Le fait que nous nous sentons à l'aise dans l'utilisation des outils proposés doit primer. Dans le cadre d'échanges de bonnes pratiques, les travailleurs sociaux pensent être obligés d'adopter telle ou telle technique, qu'ils ne maîtrisent pas en définitive. L'important est de travailler avec un outil qu'on aime et d'encourager l'interactivité. Le public percevra dans votre discours si vous maîtrisez l'activité, si vous posez les bonnes questions et si vous êtes à l'aise. Si cela ne fonctionne pas, vous n'avez peut-être pas trouvé l'outil qui vous convient.

ATELIER 2 : LES MOBILISATIONS DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Moussa ALLEM

Bonjour à tous. Je suis chargé de mission à la DRJRCS pour la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, et je suis plus particulièrement attaché au service Politique de la Ville, intégration, lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité.

Hichem LYAZALI

Je suis coordinateur Jeunesse dans un centre social et culturel dans le Nord-Pas-de-Calais et je suis également président de la compagnie Trous d'Mémoires.

Ismaël ALLEM

Je suis rappeur et directeur artistique de la compagnie Trous d'Mémoires.

Moussa ALLEM

Nous travaillerons aujourd'hui sur la question essentielle de la mobilisation dans les quartiers populaires. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, environ 200 quartiers sont concernés par la politique de la ville, ce qui en fait la deuxième région après l'Île-de-France. Avec l'aide de l'INSEE, le gouvernement a développé des outils qui permettent de définir les quartiers dits en politique de la ville, avec pour critère principal le seuil de pauvreté. Nous articulons également cette politique de la ville aux questions du racisme, des discriminations et de l'antisémitisme.

Après une dizaine d'années d'expérience, nous nous sommes aperçus qu'il fallait d'abord travailler sur les discriminations, afin d'éviter les interminables débats entre ceux qui fabriquent de l'idéologie et ceux qui fabriquent de la norme. Et l'on préfère parler de promotion de l'égalité plutôt que de discrimination. Plusieurs associations sont financées dans le cadre de ce projet et nous avons demandé à l'une d'elle, la compagnie Trous d'Mémoires, d'intervenir dans cet atelier.

Tout d'abord, suite aux échanges de ce matin, je m'interroge sur les raisons pour lesquelles on se cantonne aux quartiers dits populaires. Je souhaite aussi poser la question des entités (privées, publiques, associatives) qu'il s'agit de mobiliser sur ces questions de promotion de l'égalité. Sur quelles thématiques et dans quels domaines doit-on intervenir (sport, logement, etc.)? Notre démarche actuelle tient-elle compte de la parole des premiers concernés? En effet, à la table ce matin, seuls des Blancs intervenaient... On peut donc se poser la question de la pertinence de nos méthodologies.

La prise en compte de la parole des premiers concernés s'appelle l'*empowerment*. J'ai quelques certitudes quant aux modalités d'intervention, mais tous les territoires ne se ressemblent pas. La méthodologie employée dans des grandes métropoles peut ne pas être adaptée à une commune ruralo-urbaine comme Cambrai. On se posera également la question de la façon dont une association

peut mobiliser les enfants sur ces questions. Par exemple, à la question « qu'est-ce que le racisme ? », un enfant a répondu « le racisme, c'est quand les Blancs n'aiment pas les Noirs » et une élue s'est autorisée à ajouter « parfois, cela peut être le contraire ». Cela est-il entendable pour un enfant ?

Ismaël ALLEM

Ce qu'il faut retenir de cette anecdote, c'est que l'élue parlait pour elle parce qu'étant blanche, elle s'est sentie visée par la remarque et en a fait une affaire personnelle. Tandis que l'enfant appréhendait le sujet de façon bien plus objective.

Moussa ALLEM

On peut également se demander s'il faut mobiliser les femmes de la même manière. J'ai accepté d'animer cet atelier car j'estime qu'il faut d'abord mobiliser les premiers concernés. Par ailleurs, la question des moyens mis en œuvre a été très peu évoquée ce matin. Les budgets accordés par l'Etat sont de plus en plus contraints. Or la promotion de l'égalité nécessite des moyens. La question de l'égalité se pose donc sur l'articulation classe-race-genre et une question posée ce matin restera en filigrane : la mixité fonctionne-t-elle ? Je n'en suis pas sûr. Selon moi, la discrimination est systémique : c'est tous ensemble que nous produisons de la discrimination.

Je vous présente aujourd'hui la compagnie Trous d'Mémoires qui pose la question de l'articulation entre les mémoires et le racisme. Je laisse la parole à Hichem, qui est animateur d'insertion et de lutte contre les exclusions dans un centre social d'une ville d'environ 9 000 habitants près de Maubeuge.

Hichem LYAZALI

La compagnie a été créée en 2014 à l'initiative d'artistes et de travailleurs sociaux. Son objectif est la diffusion de spectacles vivants traitant de l'histoire des territoires et de leurs habitants, ainsi que de l'histoire de l'immigration et de la mémoire collective. Il s'agit d'une compagnie pluridisciplinaire qui s'inscrit dans le champ des cultures urbaines. C'est lorsque nous devions réaliser un travail sur la mémoire cheminote de notre quartier et sur la mémoire ouvrière de la ville que nous nous sommes aperçus que la mémoire de l'immigration était rarement valorisée et mise en lumière. La compagnie souhaite promouvoir l'histoire collective et favoriser la reconnaissance des apports de l'immigration, car la France s'est construite, définie et relevée dans la diversité.

Moussa ALLEM

Je rappelle que dans cette ville, de nombreuses familles travaillaient à la SNCF. Le centre social est implanté dans un quartier qui vivait principalement de et autour de cette activité ferroviaire. Les habitants ont souhaité travailler sur cette mémoire qui constituait à leurs yeux un ciment de leur histoire familiale, sociale et politique.

Hichem LYAZALI

Nous avons donc mené des interviews, réalisé un CD qui rapportait une parole (essentiellement masculine) des cheminots, des maquettes et des photos. Se posait alors la question de l'apport de l'immigration dans cette mémoire.

Ismaël ALLEM

Je faisais partie des jeunes qui y ont participé, il y a un peu moins de dix ans. Lorsque nous avons interrogé les personnes âgées, il s'est avéré que, dans les années 1940, il y avait dans ces quartiers des populations immigrées (principalement d'Algérie et du Maroc, mais également de Turquie, de Tunisie et des Antilles). En parallèle, le journal ne mentionnait que l'arrivée dans les années 1980 de trois familles immigrées et justifiait une intégration facile par leur petit nombre. Face à ce déni, nous avons interrogé nos familles pour recueillir également la mémoire de ces populations. Nous souhaitons sortir de cette fascination identitaire pour affirmer que nous ne sommes pas « Français aussi » ni « Français depuis », mais bel et bien « Français tout court ». Par ailleurs, les programmes d'éducation populaire doivent partir des questionnements des personnes pour mener des discussions.

Moussa ALLEM

Il est important de faire cette incise pour montrer que, si des expériences sont menées et fonctionnent, tout n'est pas encore calé. Lorsque ce projet a démarré, la question du racisme dans la mémoire cheminote ne se posait pas.

Hichem LYAZALI

En effet, l'animateur de ce projet à l'époque était dans le déni et nous sommes arrivés à un point de rupture. Nous avons donc décidé de reprendre ce travail il y a trois ou quatre ans afin de valoriser les apports des populations immigrées.

Moussa ALLEM

Vous avez donc organisé des spectacles, des ateliers dans les écoles, traitant du racisme et de l'histoire post-coloniale.

Hichem LYAZALI

Pendant trois ans, nous avons mis en place un cycle de conférences-débats avec la compagnie Mémoires Vives sur l'histoire coloniale française, mais également des ateliers traitant de l'histoire de la colonisation, du génocide des Tsiganes, etc. Des séances étaient organisées en journée dans les collèges et les lycées et le soir, à l'attention du grand public. Des sociologues sont intervenus pour parler du racisme, du sexisme, de la xénophobie, de la laïcité, de toutes les questions que se posait le public de notre centre social et culturel. Nous avons également réinterrogé nos pratiques en tant que structure qui accueille du public.

Moussa ALLEM

A cette fin, vous étiez la seule structure à avoir formé l'ensemble de votre personnel, du directeur à la personne chargée de l'entretien des locaux, aux questions de l'égalité, de la discrimination et du racisme.

Hichem LYAZALI

En effet, car à l'époque je portais ce projet seul. Or, la transversalité et le croisement des expériences étaient intéressants. Nous avons aussi constaté que les mécanismes de domination raciale ont été compris par les femmes du centre social uniquement quand nous avons abordé la question du sexisme.

Moussa ALLEM

C'est un constat que nous avons déjà fait : lorsque l'on aborde les questions qui font consensus au sein d'une population précise, il est alors plus facile d'élargir le débat à d'autres populations.

Hichem LYAZALI

Nous avons pu continuer de travailler sereinement sur la structure, tout en réinterrogeant notre fonctionnement et nos pratiques. Par exemple, l'espace du centre social a été réaménagé afin qu'un visiteur (issu de l'immigration) s'adresse en premier lieu à la personne chargée de l'accueil, et non plus à celui qu'il considère comme son pair (à savoir l'animateur issu de la même communauté que lui). C'est ce travail d'introspection qui nous a permis d'imaginer la création de la compagnie Trous d'Mémoires.

Mikaël PETITJEAN

Je suis chargé de mission au Musée national de l'histoire de l'immigration. Quel était le ressenti de vos usagers sur les questions de discrimination et de racisme ? Ce projet est-il né d'un retour de vos usagers ou d'une réflexion interne à la structure ?

Hichem LYAZALI

Un peu les deux. Nous voulions rendre visible ce qui ne l'était pas. Nous faisons parfois face à un public qui avait des idées préconçues et très arrêtées, qui ne correspondaient pas à notre système de valeurs. Le rôle du centre social est aussi de faire grandir les gens sur ces réflexions.

Ismaël ALLEM

Se posait également la question de la discrimination à l'embauche (emplois et stages), Maubeuge étant très touchée par le chômage des jeunes (25%).

Moussa ALLEM

En effet, une étude menée en 2007 a montré que 78% des postes AILE étaient occupés par des personnes d'origine maghrébine ou subsaharienne, tandis que la majorité des postes de directeurs de centres sociaux étaient occupés par des Blancs. L'antiracisme moral des années 1980 faisait consensus. Mais le défi aujourd'hui est de sortir de cet antiracisme moral.

Oriane AMALRIC

Je suis sociologue indépendante et je travaille avec différentes associations sur des projets histoire et mémoire. Nous parlons de mobilisation dans les quartiers populaires. Or, le racisme concerne autant les personnes racistes que celles qui le subissent. Avez-vous les moyens nécessaires pour toucher toute la ville et toutes les classes sociales ?

Ismaël ALLEM

Je suis d'accord pour dire qu'il faut agir sur tout le monde. Mais notre compagnie n'est subventionnée que pour des actions sociales. Néanmoins, mon public compte quelques enseignants qui font parfois appel à nous pour intervenir dans leurs collèges ou lycées où nous pouvons toucher un public plus large. Notre association a un réel désir de travailler aussi hors des quartiers en politique de la ville.

Moussa ALLEM

Cela pose la question de la mobilisation des institutions car les projets qui touchent à ce sujet sont souvent basés sur le volontariat. Ce n'est donc pas une question prioritaire pour les institutions.

Ismaël ALLEM

Il est aussi difficile de mobiliser, sur ces questions, les jeunes qui tendent parfois à l'individualisme et au consumérisme. C'est pourquoi nous profitons parfois de séjours financés par la CAF pour emmener une quinzaine de jeunes sur un projet d'échange artistique avec les jeunes d'une autre ville. Ce séjour est alors l'occasion de travailler sur la mémoire et sur l'histoire.

Bénédicte NOEL-ZAVARD

Je suis écrivain public à Pantin. Toute méthodologie de projet préconise de partir du terrain. Or, la mobilisation des populations est très complexe et les projets financés par les institutions favorisent généralement les *one shot*. On parlait de la formation de l'ensemble de l'équipe du centre social et culturel. Mais il serait peut-être intéressant d'impliquer les élus et de les mettre face à leurs responsabilités.

Moussa ALLEM

En effet, il a été démontré que les projets *one shot* ne peuvent pas fonctionner sur ces thématiques. Les quatre cadres de référence « égalité femmes-hommes », « lutte contre les discriminations », « participation des habitants » et « questions de la jeunesse » sont inscrits dans les contrats de ville.

Céline LETELLIER

Je travaille pour le Défenseur des droits. Dans le cadre du projet « égalité contre le racisme » lancé en 2014, qui vise à mobiliser les institutions, nous avons créé un site pour mettre à disposition du public toute l'information juridique. Nous avons constaté un racisme décomplexé et assumé. Or le racisme produit la discrimination. Nous avons donc créé un nouveau département, en septembre 2015, qui apporte une information juridique spécifique à toute personne victime de discrimination raciale. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui doit se baser sur les acteurs de terrain. Je souhaiterais avoir des retours sur l'utilité de cet outil et voir quelles seraient les pistes d'amélioration.

Moussa ALLEM

Je précise que le défenseur des droits est indépendant. Cette indépendance politique est essentielle dans la mobilisation des populations.

Céline LETELLIER

Nous avons d'un côté des acteurs politiques bloqués par les exigences de leur électorat et de l'autre, des acteurs associatifs très militants mais exsangues. Nous devons donc prendre une parole publique neutre pour montrer que la lutte contre les discriminations reste un sujet d'actualité.

Lætitia NONONE

Je suis fondatrice et présidente de l'association Zonzon 93. Cette association travaille en Seine-Saint-Denis et a pour but la prévention de la délinquance et la sensibilisation à la réalité du monde carcéral, tout en développant le pouvoir d'agir des jeunes. Nous nous basons sur la méthode du *community organizing*. Contrairement à ce qui a été dit plus tôt, je refuse de considérer que les jeunes ont besoin d'une carotte pour se mobiliser. Notre association n'a que sept ans mais compte plus de 200 adhérents. Les jeunes des quartiers se sentent utilisés par les plus anciens à des fins politiques. Or il est possible, sans mini-séjours, d'intéresser les jeunes à des sujets qui les concernent directement en brisant ce clivage entre les jeunes et les adultes, le milieu professionnel et les associations, etc.

Hichem LYAZALI

Je suis d'accord avec vous. Le paternalisme et le clientélisme sont un héritage des centres sociaux des années 1980 avec lequel nous devons rompre. La compagnie a pour objectif d'encourager la participation des habitants. Mais les séjours peuvent parfois permettre de mettre en synergie ces questions de mémoires et de discriminations avec d'autres villes. Il est néanmoins très difficile de faire en sorte que les structures s'interrogent sur les réalités du terrain.

Ismaël ALLEM

Je me suis mal exprimé et ne voulais pas laisser penser que les jeunes ont besoin d'une carotte. Ils sont en effet tout à fait capables de se mobiliser sur des sujets de fond. D'ailleurs, un jeune m'a demandé quand était le prochain séjour à Barcelone. Quand je lui ai expliqué qu'aucun séjour n'était prévu à Barcelone mais plutôt à Strasbourg, il m'a répondu que la destination lui importait peu tant qu'il avait la possibilité de rencontrer des jeunes d'une autre ville.

Moussa ALLEM

Cette compagnie est née d'une réelle volonté du centre social et culturel, chargé de l'éducation populaire, de faire naître les discussions des habitants eux-mêmes.

Ismaël ALLEM

La compagnie, avec l'association Ch'faïd («souviens-toi» en berbère) basée à Libercourt, a monté un spectacle sur l'histoire des mineurs algériens, écrit avec les enfants. Cette initiative est née du constat d'une petite fille qu'aucune littérature n'existait sur ce sujet. Ce sont les enfants qui ont réalisé le questionnaire et mené les interviews. Le spectacle sera ensuite réalisé avec ces enfants. De même, à Hénin-Beaumont, un autre spectacle a été écrit en partenariat avec la compagnie Mémoires Vives («ils étaient la 1^{ère}»). Il a reçu la reconnaissance de l'Education nationale et assurera la première partie du concert d'Idir. Ce type de projet permet de valoriser le travail des enfants et la parole de leurs parents.

Oriane AMALRIC

Ces spectacles ont-ils pu toucher d'autres publics ?

Ismaël ALLEM

Malheureusement, non.

Moussa ALLEM

Nous en revenons à la question des moyens dont dispose la création artistique au service des mémoires. Il s'agit généralement d'emplois précaires, de contrats d'avenir, etc. Il n'y a, le plus souvent, que des appels à projets pour des événements *one shot*. Cette question a été très peu évoquée ce matin.

Oriane AMALRIC

Pourquoi, selon vous, les institutions ne s'intéressent-elles pas à un travail à long terme ?

Moussa ALLEM

Il ne s'agit pas, selon moi, d'une question d'argent, mais bel et bien d'une question de volonté et de valeurs. Nous avons organisé un colloque qui se tiendra en novembre, car plus nous aurons d'ateliers,

plus nous pourrons convaincre nos élus de l'importance d'appuyer financièrement des projets structurants, qui pourront, après modélisation, irriguer d'autres territoires. Pour le moment, dans mon propre service, cela fonctionne. Afin de motiver nos collègues, nous avons composé une chanson sur l'air de la Marseillaise pour que l'Euro 2016 s'invite dans nos quartiers. Cette chanson accompagne un petit film sur les solutions citoyennes qui permettent d'allier football et valeurs de la République (www.footballeurcitoyen.fr). Les parcours citoyens se termineront les 3 et 4 juin 2016. Des initiatives semblables verront le jour, notamment pour le handball.

Ismaël ALLEM

Le principe de ces journées est que, pendant que les plus petits jouent au foot, les plus grands participent à ces parcours citoyens.

Hichem LYAZALI

Je souhaite ajouter qu'il est difficile de faire émerger ce travail de mémoire. Lorsque l'on parle de santé ou de développement durable, tout le monde se sent concerné et les choses se mettent en place assez facilement. Mais lorsqu'il s'agit de mémoire ou de discrimination, nous recevons beaucoup moins d'appui de la part des institutions. Ce n'est pas simple, mais nous tentons de mettre en place des stratégies.

Ismaël ALLEM

Nous essayons, lorsque nous montons un projet, de partir des questionnements des enfants pour leur apporter une réponse appropriée.

Fardat SAIDI

Je travaille pour l'association Zonzon 93. Comment faites-vous pour mobiliser les bénévoles et pour que le public se sente suffisamment concerné pour participer aux événements ?

Ismaël ALLEM

Tout d'abord, on répond aux propositions des enfants. Mais on essaie également de passer beaucoup de temps dehors, dans les quartiers, pour comprendre ce que les gens veulent faire et comment.

Olivier OUBRY

Je suis directeur du Centre social du centre-ville de Cambrai. S'il ne s'appuie pas sur la militance associative, un projet de mobilisation des populations ne peut aboutir. Il est donc essentiel de démarrer les actions dans les quartiers populaires avant de les étendre aux autres quartiers. Il est important de donner aux gens l'occasion de s'affronter verbalement sur le racisme. C'est un phénomène qui est composé de deux dimensions : l'idéologie et l'action. C'est sur cette deuxième dimension que l'on peut agir.

Moussa ALLEM

Nous constatons tous qu'il existe des mobilisations associatives et des politiques publiques. Mais ces dynamiques ne sont pas mobilisées au même moment et sur les mêmes sujets. Nous avons remarqué que les élus rejoignent les ateliers lorsqu'ils touchent à leur fin. Peut-être attendent-ils de voir si nos initiatives fonctionnent avant de se déplacer...

Ismaël ALLEM

Zonzon 93 n'existe qu'en Seine-Saint-Denis ou êtes-vous parvenus à dupliquer ce projet dans d'autres départements ?

Fardat SAIDI

L'association existe aussi dans le 91 (Essonne). Cette année, nous travaillons sur le devoir de mémoire. Les jeunes sont très motivés et se sentent immédiatement concernés. Nous avons plus de difficultés à motiver les adultes, notamment les élus, qui semblent se mobiliser plutôt pour un intérêt personnel, comme la préparation des élections. Cette attitude peut décourager les jeunes. Mais nous faisons en sorte que ce soit ces jeunes qui portent les projets et nous abordons des questions très larges, telles que le droit de vote, l'utilisation de l'argent public, etc.

Lætitia NONONE

J'ai créé cette association suite à l'incarcération de mon petit frère. C'est cette image que je véhicule dans mon quartier. Or mon père était policier, ce qui prouve qu'une bonne éducation familiale ne suffit pas. L'école et la société participent également à l'éducation d'un enfant. L'association a été très médiatisée et j'ai commencé à intéresser les élus de ma ville. J'ai donc été sollicitée pour rejoindre une liste lors des dernières élections municipales. Dans mon entourage, certains disaient qu'en me politisant, je risquais d'avoir les mains liées. D'autres, au contraire, m'encourageaient, voyant là une occasion de faire bouger les choses de l'intérieur.

Finalement, nous avons créé un collectif chargé de travailler sur les élections municipales, ce qui nous a permis de renverser le pouvoir de force. Nous sommes allés voir les candidats et leur avons proposé de signer une charte les engageant à respecter leurs promesses et à informer la population de toute politique liée à la jeunesse. Nous avons ensuite organisé une conférence de presse au cours de laquelle les jeunes ont pu expliquer aux candidats, en présence du Parisien et du Monde, l'importance de cette charte. Certains ont accepté de signer cette charte, d'autres ont refusé. La candidate qui a été élue avait signé la charte et nous a fourni un local deux semaines après les élections.

Cette expérience a fait prendre conscience aux jeunes de leur pouvoir citoyen et ils veulent maintenant s'impliquer davantage. On agit aujourd'hui sur tous les fronts : éducation, sport, etc. La méthode du *community organizing* est fabuleuse, je vous la recommande.

Moussa ALLEM

Je vous renvoie d'ailleurs aux ouvrages de Julien TALPIN, spécialiste de l'*empowerment*.

Mikaël PETITJEAN

A l'instar des autres musées, nous souhaitons nous adresser à tous les publics, et pas seulement aux habitants des quartiers moins défavorisés qui ont davantage l'habitude de fréquenter les musées. Nous avons donc établi des grilles tarifaires qui permettent la gratuité dans certains cas. Nous avons notamment reçu une subvention du département de Seine-Saint-Denis qui nous permet d'accueillir des groupes du 93 depuis trois ou quatre ans. Notre musée a la volonté de travailler avec les acteurs du terrain. Et si l'intérêt est commun, nous partons tous d'un point de départ différent.

Ilyabelle MENDES

Au sein de l'association ODC, je travaille actuellement sur l'éducation des jeunes de 12 à 18 ans et des femmes. Nous organisons des colloques et des conférences afin de lutter contre les discriminations. Par exemple, la semaine dernière, nous avons organisé une ciné-conférence autour du documentaire « Les roses noires ». Nous avons constaté que de jeunes Français nés de parents étrangers étaient parfois considérés comme « nés au bled ». J'ai également vécu cela car, de couleur noire, je suis née et ai grandi au Portugal. Mais on me croit souvent africaine. Or, ce n'est pas la couleur de peau qui détermine l'origine d'une personne.

Vaibhav POPLI

Pour ma part, je rédige en ce moment une thèse de doctorat portant sur l'extrême droite et l'immigration. Je suis intéressé par cet atelier car je souhaite connaître les actions qui sont mises en place dans les quartiers pour lutter contre les mouvements ou les partis politiques racistes.

Hichem LYAZALI

Nous essayons de nous attaquer tout d'abord à la déconstruction des préjugés et des stéréotypes, pour échanger et valoriser un patrimoine commun.

Olivier OUBRY

Ces mouvements doivent leur succès à leur relative simplicité. Le 14 novembre 2015, au lendemain des attentats, nous avons été confrontés à de jeunes adultes qui véhiculaient des théories du complot. Il est sans doute plus facile de relayer un message tout fait plutôt que de l'analyser. Nous travaillons avec les jeunes pour les aider à prendre du recul afin de se faire leur propre jugement, de se forger une opinion.

Moussa ALLEM

Dans le bassin minier, l'extrême droite s'étend car c'est une terre ouvrière et donc une terre d'immigration. Nous avons été alertés par des enseignants, inquiets de voir des élèves distribuer des tracts en classe. Nous avons demandé à l'écrivain Ricardo MONTSERRAT d'intervenir. Il est allé à la rencontre de ces jeunes et leur a demandé de lui raconter leurs histoires. Il s'agissait principalement de récits douloureux de petits enfants d'immigrés ou de résistants communistes qui ont basculé. On en a tiré une pièce qui s'appelle NAZ, dans laquelle un seul acteur relate ces récits de vie collectés. Les

membres de groupes identitaires des Flandres ont demandé à participer aux débats. Les échanges étaient tendus et les enseignants manquaient d'outils pour recentrer les discussions. C'est donc un outil qui est nécessaire mais qui nécessite des formations.

Jean-Luc MILLET

Je travaille pour Canopé. Nous diffusons un DVD sur l'histoire des migrations à destination des collégiens et des lycéens, mais aussi de tous les mouvements d'éducation populaire. Les enseignants n'ont pas d'outils pour aborder ces questions avec les élèves, et l'histoire de l'immigration ne figure pas au programme. Ce DVD traite également des frontières (historiques et philosophiques) et de la construction de la nationalité française. La France a été secouée par des attentats en 1985 et un seul parti politique en a profité pour faire l'apologie du renvoi des immigrés. Aujourd'hui, la France est à nouveau touchée et tout un axe républicain a basculé vers cette tendance.

Moussa ALLEM

Je conclurai cet atelier en disant que nous nous situons entre ceux qui produisent de la norme et ceux qui produisent une idéologie.

Ismaël ALLEM

Ces moments d'échanges sont précieux mais trop rares. Nous souhaiterions tisser un réseau dans les Hauts-de-France et serions ravis de l'élargir afin d'échanger avec davantage d'acteurs.

ATELIER 3 : LES ARTISTES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE LE RACISME

Jean HURSTEL

Mesdames, Messieurs, chers amis, je propose que nous commençons par nous présenter.

Salah AMOKRANE

Tacktikollectif est une association d'éducation populaire toulousaine qui travaille sur l'histoire et la mémoire des quartiers populaires, en particulier par un travail de mise en valeur du patrimoine musical de l'immigration.

Jean HURSTEL, fondateur et président d'honneur de Banlieues d'Europe (Strasbourg)

Je suis né en Lorraine de parents alsaciens. J'ai été formé à l'école de théâtre de Strasbourg (TNS). J'ai ensuite travaillé avec des ouvriers d'Alstom à Belfort, de Peugeot à Montbéliard, les mineurs de charbon dans le bassin houiller lorrain puis à la Laiterie, à Strasbourg. Je vais vous parler à partir de cette expérience.

Jean-Barthélémi DEBOST, responsable de la direction du réseau et des partenariats au Musée national de l'histoire de l'immigration

Je suis historien de formation et j'ai rédigé une thèse sur la présentation du personnage noir dans la presse française à la fin du XIX^e siècle, ce qui m'a fait côtoyer les histoires de racisme et de discrimination.

Jean HURSTEL

J'ai préparé un court texte intitulé « *Pour un combat contre le racisme* » qui rassemble sept thèses, que j'illustrerai d'exemples tirés de mon expérience. Je vous prie de les discuter et de polémiquer violemment.

Le combat contre le racisme ne se gagne pas seulement par des arguments rationnels. Le racisme est aussi un ensemble irrationnel de fantasmes et mythologies personnels et collectifs. Castoriadis disait que le racisme commence par le dénigrement de soi-même.

L'imaginaire est le champ privilégié de l'action artistique et culturelle. Les artistes sont par définition des travailleurs de l'imaginaire, des passeurs d'un imaginaire vivant contre un imaginaire de la haine et de l'exclusion, et donc de la mort.

Ce travail ne passe pas seulement par les voies classiques de la production, de la diffusion et de la consommation artistiques, qui touchent au plus 15% de la population, celle qui a un diplôme

supérieur. Les actions de lutte contre le racisme doivent se dérouler dans des territoires abandonnés (banlieues, zones rurales, zones périurbaines de métropole...).

Le combat contre le racisme exige un changement de perspective, le passage d'une conception esthétique de l'art à une dimension politique, en dépassant l'excellence artistique mise en avant par le ministère de la Culture, avec à la fois une vision de l'histoire de l'art et une démarche de terrain.

Changer des mentalités ou des convictions de ce type est un travail de très longue haleine. Un artiste traduit ce qu'il entend et le met à un autre niveau. Il ne s'agit pas seulement de reproduire la parole des habitants, à la manière du théâtre-vérité anglais, mais de transformer ce qui a été dit.

L'expression orale est une porte d'entrée formidable dans les quartiers populaires, qui ont une langue particulière, riche et complexe. Elle peut être prise en compte dans l'expression théâtrale, ce qui permet de mettre des gens en situation et de changer les rôles. Un deuxième vecteur formidable pour changer l'image d'un quartier ou d'un lieu est la vidéo.

Ce travail ne peut se développer qu'avec une inflexion des politiques publiques, alors que le soutien accordé par le ministère baisse considérablement et cause la disparition d'outils comme le réseau Banlieues d'Europe que j'ai présidé.

Ce travail artistique doit essentiellement faire en sorte que les gens retrouvent leur dignité, car le racisme repose sur le sentiment d'exclusion et d'indignité. L'art et la culture ont un rôle essentiel à jouer dans la reconquête de l'image de soi.

Salah AMOKRANE

Je ne sais pas bien répondre à la question posée, car je pense moins lutter contre le racisme que pour l'égalité, à partir des expressions artistiques et culturelles. Je vous renvoie au mensuel « *hommes & migrations* » sur l'année 1983, un tournant médiatique et culturel. Je suis de cette génération qui, à cause du verrouillage des portes politiques, a choisi la porte de l'expression artistique et culturelle, avec une démarche à la fois politique et culturelle, en mettant en valeur les expressions artistiques et culturelles dans l'immigration et dans les quartiers. Les dimensions sociales et culturelles sont parfois difficiles à distinguer. Nous n'avons pas encore de représentation politique autonome mais l'expression artistique et culturelle est souvent sous-estimée. Je vous invite à assister, au centre Barbara Fleury Goutte d'or, à l'événement « De l'action au Front culturel – trente ans d'initiatives culturelles de quartiers de l'immigration », que nous organisons pour montrer la réalité de la France d'aujourd'hui.

Notre action a trois piliers, parmi lesquels un travail sur les questions d'histoire et de mémoire. Nous organisons le festival « *Origine contrôlée* », dont c'est la treizième édition. Il mêle dans un même lieu des discussions et une programmation artistique. Je vous en projette un court film de présentation.

Notre travail sur le patrimoine musical de l'immigration part d'un constat simple : loin du discours sur la démission des pères, mon propre père, ouvrier du bâtiment, kabyle algérien, analphabète, était très cultivé, connaissant de nombreuses poésies et écoutant beaucoup de musique. Au sujet de la

transmission, les artistes qui ont accompagné les premiers temps de l'immigration ne sont ni connus ni pris en compte et il nous a semblé important de les donner à entendre et voir et de raconter l'immigration, pas comme des historiens, mais avec un choix de répertoire de chansons écrites et composées en France, en arabe, en kabyle et en français, par des chanteurs immigrés ou en immigration.

Partager et réinterpréter ces chansons a été l'origine du groupe et de l'album « *Origine contrôlée* ». Nous nous sommes rendu compte que l'attente était importante, ce qui nous a permis de remplir 300 ou 400 salles de plusieurs centaines de places, dans des lieux très divers. Nous avons aussi obtenu un jardin Slimane Azem à Moissac, car il y a vécu et il y est enterré, alors que le FN y est très implanté. Le 20^e festival des Voix lui consacra une journée et nous créerons un spectacle « Lève-toi, on y va » avec des chansons en français, arabe, kabyle que nous considérons comme des langues de France au même titre que l'occitan, le breton ou l'alsacien.

Notre engagement passe donc par l'affirmation du patrimoine. Slimane Azem ou Noura avaient des disques d'or car la production musicale de l'immigration était importante.

Je vous diffuse « *La carte de résidence* » de Slimane Azem, par Mouss et Akim, en kabyle et en français, écrite au moment de la création de la carte de résidence. Cela montre que la parole a été prise en temps et en heure dans l'immigration.

Jean HURSTEL

Un conflit est en train de naître et je distingue deux démarches, qui se rejoignent et ne sont pas exclusives : créer un espace et un temps particuliers pour valoriser la richesse d'un patrimoine et d'une identité culturelle, ce qui me paraît très important, et travailler avec une population multiple, de différentes origines dans un projet culturel de longue durée.

Dominique LURCEL, professeur et créateur du lycée autogéré de Paris, metteur en scène, créateur de la compagnie théâtrale Passeur de mémoires

Ces deux démarches sont complémentaires. Il n'existe pas une seule voie pour lutter contre le racisme. La septième thèse abordée par Jean HURSTEL me paraît centrale : l'inflexion des politiques publiques, et depuis longtemps. Le ministère de la Culture n'existait pas à la Libération. Jean ZAY, ministre de l'Éducation nationale, s'occupait de la culture. Des choses extraordinaires se sont passées et je pense que la création ultérieure du ministère de la Culture a été une catastrophe.

Claire MATHON, Observatoire de la diversité culturelle, sites www.combats-magazine.org et diversité-culturelle.org

L'éducation manque au ministère de la Culture et à vos démarches. Nous n'avons pas les chemins d'éducation à la culture qui permettraient de lutter contre les discriminations en acceptant sa culture personnelle et celle des autres.

Jean HURSTEL

Il sera difficile d'effacer le péché originel de Malraux, qui a séparé l'éducation populaire de la culture. Les centres sociaux sont devenus socioculturels et ont perdu les relations avec les artistes, qui n'ont plus de pied dans la réalité de nos structures.

Dominique LURCEL

En Allemagne, dans tous les milieux, l'enfant a une pratique artistique dès l'enfance alors que nous connaissons en France la séparation loisirs/travail. Faire du théâtre est supposé faire perdre du temps. Je pense au contraire que cela permet d'en gagner par une pédagogie de la réussite au lieu d'une pédagogie de l'échec. Nous avons donc fort à faire avec les politiques publiques.

N'utilisons pas uniquement des arguments rationnels. Le racisme est irrationnel même s'il est possible de l'expliquer. J'accompagne à Lyon un groupe de rescapés Tutsi qui se raconte et fait prendre conscience aux lycéens du processus de construction d'un génocide, y compris par des blagues de cabaret et la manipulation politique, ce qui renvoie à une réalité assez proche de la nôtre. L'article de Castoriadis dans *Le Monde* sur la haine de soi et la haine de l'autre reste fondamental.

Où jouer est une réflexion politique fondamentale quant au public auquel on s'adresse. Il est indispensable de trouver une structure scénique et technique qui permette de jouer partout, sans se laisser limiter par une machinerie.

L'expression orale est fondamentale mais ne renouons pas au texte, contemporain comme ancien. Il est extrêmement enrichissant de confronter des jeunes à des textes apparemment éloignés mais qui expriment leur propre vécu par le biais d'autres expériences. J'en prends pour exemple l'appropriation réussie par des adolescents, lors d'ateliers, de l'écriture de Mouloud Feraoun et de la pièce *Nathan le Sage*.

Jean HURSTEL

En vous écoutant, j'ai l'impression que le combat contre le racisme ne peut pas être frontal. Il passe par des biais, en particulier par la mise en lumière de la dignité de chacun, quelle que soit son origine. Il est alors possible de discuter. J'en prends pour exemple le travail formidable mené à Munich par *Art lab* autour d'une éducation non formelle, qui passe toujours par un autre biais, et sans le dire.

Claire MATHON

Il existe des financements publics de lutte contre les discriminations. Mais le revers positif de cette médaille, la promotion de la diversité culturelle, ne dispose d'aucun budget. Cette politique ne permettra donc jamais d'inscrire l'apprentissage positif de la culture dans l'éducation des enfants, ce qui leur permettrait d'apprendre à aimer différentes expressions artistiques.

Une intervenante

Les ministères de l'Education et de la Culture travaillent ensemble aux prémices d'un programme d'éducation artistique et culturelle qui va de la primaire au lycée. Mais ce travail est incertain et les résultats n'en seront pas connus avant plusieurs années.

Dominique LURCEL

Allons-nous former les professeurs? Je témoigne de peurs et de résistances terribles en salle des professeurs contre le théâtre et la pédagogie de projet, qui devrait être développée partout.

Salah OUDAHAR, directeur artistique de l'association Strasbourg musical

Slimane Azem était un immense fabuliste et poète de l'oralité, qui utilisait la métaphore et des constructions très élaborées. J'ai vécu l'héritage de ce chanteur et poète depuis l'autre côté de la Méditerranée, au sein de la société kabyle des années 1960, dont les formes d'expression étaient encore rudimentaires et traditionnelles. La chanson de l'immigration était un vecteur de modernité culturelle et politique pour les pays d'origine. L'immigration-émigration est un processus global qu'il convient d'appréhender par les deux bouts.

Le rôle de ces intellectuels au sens gramscien, c'est-à-dire des médiateurs de la société (chanteurs, artistes, animateurs, religieux, etc.), est de participer à la bataille idéologique en construisant ou déconstruisant une vision de la société. Slimane Azem, exilé, mort en exil, est resté un modèle, très populaire dans toutes les couches de la société. Edouard Glissant, immense poète martiniquais, a écrit au sujet du rôle de l'artiste que « *le poète est solitaire et solidaire* » par sa liberté de créer, y compris dans la solitude et à contre-courant, mais sans confondre son engagement de poète avec son engagement civique.

Enfin, je voudrais évoquer la question des politiques publiques et la place même de la culture, vecteur d'émancipation de l'individu, et donc le rôle de l'humain. Le marché, la mondialisation, la marchandise et l'économisme sont au centre des processus. Le désengagement progressif des services publics menace le devenir de la culture dans cette société pendant que les politiques publiques se retranchent pathétiquement derrière des mots creux comme « vivre ensemble » ou « citoyenneté ».

Salah AMOKRANE

Je vous lis, pour illustrer cette notion de « pathétique », la charte de partage des principes républicains que la préfecture de Toulouse nous demande de signer pour obtenir une convention de financement : « *nous nous engageons (...) à faire respecter la laïcité, promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes...* ». Je n'ai pas réagi au terme de « communauté » mais je précise que, si nous nous sommes lancés dans ce projet de chansons d'immigration dans l'histoire française, nous aurions pu faire de même avec une autre culture d'origine. Nous avons consacré une édition du festival à Edouard Glissant et une autre à Lili Boniche, juif algérien, monument de la chanson française, mort

dans l'indifférence alors qu'il est révélateur de l'histoire franco-algérienne commune aux juifs et aux musulmans. Il disait faire de la musique arabe et non de la musique judéo-arabe.

« Motivés » et les chants de lutte nous ont permis de faire ce travail de mémoire. Effectivement, nous contournerons. Mais nous sommes des traumatisés de l'antiracisme. Nous avons eu droit à « Touche pas à mon pote » et nous étions les « potes ». Je considérais savoir me défendre tout seul.

Claire MATHON

J'ai l'impression qu'on évoque souvent des populations fragiles et des quartiers populaires, en opposition avec les cœurs de ville, où se trouve la culture. Qu'en est-il d'une création, à l'intérieur des murs, de lutte contre le racisme ou pour la diversité culturelle ?

Jean HURSTEL

La lutte contre le racisme n'est pas frontale. Il existe des cheminements extrêmement divers pour contourner cette question, avec une urgence que vous n'imaginez pas. Dans le village où j'habite, je vois monter exponentiellement le Front National, un peu plus à chaque attentat. Nous sommes dans une situation d'urgence absolue et nous devons quitter l'entre-soi. Nous devons aller voir ailleurs ce qui s'y passe et nous battre sur le terrain, quelle que soit notre action. Nous risquons de perdre notre liberté d'expression. Nous sommes à un tournant. Nous devons mouiller la chemise et lancer des actions sur le terrain auprès des gens les plus racistes.

Salah AMOKRANE

Je ne pense pas que la montée du Front national se résume au racisme. Le sujet est complexe. Dans les quartiers, une minorité significative de gens issus de l'immigration maghrébine vote FN, donc pas par racisme. Nous vivons au quotidien avec des racistes et nous leur parlons. Nous devons aller à leur contact mais je me rends compte d'un hiatus entre nos contacts avec les gens et le relais assuré par la politique.

Jean HURSTEL

Nous ne sommes pas dans le même contexte.

Elie SEONNET, réalisateur-producteur de documentaires, président de l'association Génération femmes, Evry

Je ne pense pas que le vote FN soit aussi présent dans la population que le montrent les médias, ce qui n'empêche pas qu'il puisse un jour gagner le pouvoir. Mais le travail de sape mené par le FN depuis 30 ans a touché tous les partis, de la droite à notre gouvernement actuel. L'antiracisme a changé, car les racistes prennent à nouveau la parole. Le problème des artistes est qu'ils touchent souvent un public de convaincus, les 15 % les plus éduqués. Nous avons beaucoup de gens à convaincre près de nous et le racisme n'est pas forcément dans des comportements violents mais dans des débats comme celui sur le halal, y compris avec des personnes éduquées. Nous en sommes à juger le comportement des autres. Dans les années 1980, nous avions l'illusion que le méchant était en face et nous avons traité le

racisme comme un problème extérieur. Aujourd'hui, la Gauche connaît des tensions très fortes et notre rôle est d'agir, y compris auprès d'amis. De nombreuses questions n'ont pas été posées pendant plusieurs dizaines d'années.

Jean HURSTEL

Nous croyions à tort en un consensus. L'histoire bégaie et nous renvoie aux origines de la guerre de 39-45. Le mot de fascisme n'est jamais prononcé. Il est remplacé par populisme, ce qui me choque et m'inquiète. Le discours est neutralisé palier par palier, ce qui nous rappelle la République de Weimar.

Salah AMOKRANE

Je suis d'accord avec vous. Le plus compliqué est de savoir contre quel racisme lutter. Il n'est pas seulement à l'extrême droite, par exemple sur les Roms. Lutter contre l'islamophobie est très important mais complexe, à cause des débats sur la laïcité. Il est compliqué de faire percevoir réellement à quel point cela peut nous toucher dans notre intime. Le racisme de l'extrême droite ne me touche pas, peut-être parce que j'y suis habitué. Mais l'islamophobie actuelle me touche intimement, que je sois pratiquant ou pas. Pratiquants ou non-pratiquants de ma génération sont confrontés à la question de la religion, par exemple pour l'enterrement des parents, forcément religieux. J'ai enterré mon père comme un musulman, avec toutes les complications en termes de mélange hommes-femmes ou de participants. Et j'entends ensuite en permanence parler des musulmans. Comment lutter contre ce racisme ? Certains actes racistes violents touchent aussi les musulmans et les juifs. Nous programmons beaucoup d'humour et nous cherchons des humoristes musulmans pour aborder les choses de manière détendue.

La question des Roms est complexe. Notre quartier de Toulouse accueille beaucoup de « voyageurs » (tsiganes, gitans, manouches, etc.) et ils ne veulent pas entendre parler des Roms. Ils ne sont pas racistes mais ils nous demandent ce qui est fait pour eux-mêmes. C'est par exemple le cas quand des logements sont offerts à des réfugiés syriens. Nous vivons en permanence ce type de situations.

Jean HURSTEL

Plus nous avançons et plus nous constatons que ce problème est divers et complexe. Dans une société où chacun est livré à lui-même sans repère, le racisme pose la question du rapport des uns avec les autres, de l'altérité et de la différence, comme une frontière pose la question de la différence et de la similitude. Toutes nos actions suivent la même approche : comment construire de nouveau du lien social et des repères sociaux dans une société en déshérence où, malgré la mondialisation, l'identité individuelle devient importante. Notre action et nos convictions sont essentielles.

Dominique LURCEL

Il s'agit de conserver son identité en reconnaissant pleinement l'identité de l'autre, ce qui nous ramène à Castoriadis.

Jean HURSTEL

Ce n'est possible qu'en étant sûr de son identité.

Ce n'était que les prémices de l'amorce d'une réflexion sur des questions extrêmement complexes alors que nous sommes dans une situation d'urgence.

ATELIER 4 : COMMENT MONTER ET MENER UN PROJET CULTUREL POUR SENSIBILISER CONTRE LES RACISMES ?

Naïma YAHY, historienne, directrice de Pangée Network

Cet atelier est consacré aux différentes initiatives portées par l'association Ancrages, dirigée par Samia CHABANI. Cette association se caractérise par son dynamisme dans la production de supports culturels et artistiques depuis de nombreuses années. Elle travaille notamment autour de la mémoire des quartiers populaires et d'immigration, ce qui représente un enjeu important pour l'histoire de l'immigration et de ses territoires.

Samia CHABANI, directrice de l'association Ancrages

Ancrages est situé dans le nord de Marseille, à L'Estaque. L'association est donc ancrée dans les quartiers prioritaires politique de la ville. Nous nous sommes approprié très rapidement, et de manière très opportuniste, ce temps public que représente la Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme. Ancrages a été créé en 2000. Nous avons rapidement souhaité sortir de la question des migrations d'un point de vue social pour la situer dans le cadre culturel et éducatif. Comme d'autres temps publics (Journée européenne du patrimoine, Semaine de la francophonie...), qui ponctuent l'activité culturelle en France, la Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme trouve des prolongements au niveau national, européen et international. Cette dimension est importante, car nous sommes situés dans l'un des quartiers les plus pauvres de France, avec très peu de moyens mobilisables, y compris sur ces questions.

Je tiens à préciser que nous ne sommes soutenus ni par la DILCRA ni par le CGET. Nous nous trouvons dans une forme de transversalité qui n'existe pas dans les politiques actuelles. Au cours des dernières années, on a observé une prolifération de rapports sur histoire, mémoire, quartiers populaires, immigrations. Mais aucun d'eux n'a trouvé de traduction opérationnelle pour nous. Comprendre le contexte des politiques publiques et identifier les financements mobilisables en relation avec l'éducation contre le racisme représente un enjeu essentiel. Dans le champ de la lutte contre le racisme, il existe une série d'acteurs qui ont toute légitimité à percevoir un salaire.

Nous avons fait le choix de nous adresser à une pluralité de publics, de l'enfant scolarisé jusqu'à l'adulte. Nous intervenons en complémentarité des services publics culturels qui sont, dans certains quartiers, quasiment inexistantes. Nous articulons la lutte contre le racisme avec d'autres notions, dont notamment la lutte contre le sexisme et les rapports de classes. Les représentations se construisent en effet de façon multifactorielle. Il importe de ne pas séparer tous ces aspects.

Nous militons pour que ces actions ne soient pas exclues du temps scolaire, ce qui n'est pas le cas à Marseille. J'ai finalement obtenu l'agrément de l'Inspection de l'Académie. Mais il ne nous aide pas, car ces actions ne sont pas soutenues par la Politique de la ville dans les écoles de ces quartiers, qui se trouvent pourtant dans une situation dramatique. Nous continuons à militer pour que ces actions

éducatives trouvent leur place dans le temps scolaire, de manière concertée avec les équipes éducatives.

La mutualisation des moyens entre les acteurs qui opèrent dans ce champ est un élément essentiel, d'où l'intérêt d'être en lien avec le réseau des acteurs associatifs du Musée. Il existe des ressources documentaires et pédagogiques. Il faut savoir les mobiliser.

Nous menons plusieurs actions dans le cadre de l'éducation contre le racisme. Les ateliers éducatifs sont basés sur la lecture et l'analyse d'images qui vont de l'iconographie coloniale à la photographie documentaire.

Les balades patrimoniales constituent un autre type d'intervention. Ancrages mène un travail documentaire et d'archiviste préalable, ainsi qu'un travail de mobilisation des habitants. Ils prennent la parole pour décrire la vie dans le quartier, dans une perspective historique. L'objectif est de redécouvrir l'environnement immédiat, à travers plusieurs sources. Ces balades participatives permettent de sortir de l'enceinte de l'école, d'être dans la ville, tout en étant confrontés à des contenus patrimoniaux. Elles abordent des sujets souvent très complémentaires de ceux évoqués à l'école.

Cette action est probablement celle qui est la moins soutenue par les pouvoirs publics, car elle est souvent assimilée à du tourisme. Pourtant, elle est très pertinente du point de vue pédagogique. Les jeunes méconnaissent très largement l'histoire de leur quartier, alors que les personnes âgées sont de véritables bibliothèques, mais n'ont pas l'occasion de transmettre leurs connaissances.

Globalement, les gens ne savent pas pourquoi les immigrés sont présents en France. Marseille est la capitale coloniale de la France. Pourtant, on observe une réelle méconnaissance de l'histoire coloniale et de la situation de Marseille dans cette histoire. Elle apparaît comme la ville qui a su retourner les stigmates. Pourtant, Marseille reste une ville très fortement ségréguée.

Ancrages réalise d'autres types d'actions, dont la conception d'expositions, qui sont accompagnées d'un travail de médiation pédagogique. Nous réalisons également des ateliers numériques. Ancrages a été labellisé par le Conseil régional PACA « Espace régional Internet citoyen ». Dans ce cadre, nous sensibilisons les jeunes aux usages numériques. Nous en profitons pour faire de la cartographie participative et de la cyber-prévention. Il est essentiel de sensibiliser aux usages numériques en montrant les dangers possibles.

Nous organisons également des soirées-débats à Marseille, intitulées « L'Agora des mémoires ». Les deux derniers rendez-vous portaient sur l'afro-féminisme et le contrôle au faciès.

Toutes nos actions pédagogiques sont adaptables au niveau des élèves et au niveau pédagogique des enseignants. Nous nous appuyons beaucoup sur les archives de presse ou d'associations, car on y retrouve des contenus sur la mobilisation et les luttes contre le racisme. Nous essayons le plus possible de placer les personnes en position d'acteurs, ce qui demande du temps. Nombre d'entre elles ne se sentent pas légitimes à prendre la parole. Ce temps ne s'inscrit pas dans un temps administratif. Par conséquent, un travail militant doit se greffer à l'action de l'association. Ce temps

est nécessaire pour approfondir les propositions et montrer la diversité des situations. Les témoins apportent énormément aux balades.

Nous avons réalisé une exposition qui circule dans les établissements scolaires. Au cours des ateliers, des personnes racisées prennent la parole et témoignent de leur engagement. Il est impressionnant de voir comment les jeunes réagissent. Il importe de souligner que ces témoins ne parlent pas à l'unisson. L'objectif est de montrer que des anonymes ont des choses à dire en matière d'éducation contre le racisme. Chacun doit pouvoir retrouver un lien entre son histoire singulière, le parcours migratoire de sa famille et la grande histoire, sans gommer les spécificités de l'histoire de Marseille.

Naïma YAHY

Qu'a motivé la création d'Ancrages ? Quelle est l'initiative de départ ?

Samia CHABANI

C'est lié à mon parcours personnel. Je suis parisienne, fille d'ouvrier marocain. J'ai fait partie du mouvement social à partir des années 1980, qui militait pour la création d'un musée de l'immigration. Dans cet environnement, j'ai été rapidement immergée dans les questions de mémoire et d'histoire. La France reste un pays d'immigration qui s'ignore. Les initiatives actuelles demeurent insuffisantes.

J'ai effectué un premier travail de sociologie sur les stratégies féminines d'intégration. A cette époque, j'ai constaté une déliquescence du monde associatif. On militait car on avait un plan de carrière, notamment politique. C'est aussi l'époque où l'on voit apparaître un clivage générationnel entre parents et enfants. La création d'Ancrages est liée à la découverte de Marseille, qui est une ville où les discriminations sont très fortes et où les minorités ont moins bénéficié d'une mobilité sociale qu'en région parisienne ou lyonnaise. J'avais la conviction que les phénomènes de rejet étaient en train de s'accroître et de prendre de nouvelles formes. J'ai entendu très souvent des Marseillais me dire : « A Marseille, on s'intègre par le rejet ».

Un intervenant

Les villes sont souvent marquées par des traces du passé colonial français. Comment travailler avec ces traces, qui ne favorisent pas le vivre ensemble ?

Samia CHABANI

Il y a quelques années, le projet de création d'un Institut d'Outre-mer est apparu à Marseille. Nous nous sommes mobilisés contre ce mémorial. Le passé colonial est très assumé à Marseille. Il suffit d'entrer dans la Chambre de Commerce pour s'en rendre compte. Mais j'estime que ces éléments ne doivent pas être passés sous silence, mais au contraire expliqués et recontextualisés, à la manière de ce qui s'est fait ici, au Palais de la Porte dorée. Certains lieux, parfois disparus aujourd'hui, sont emblématiques de l'histoire de Marseille, dont le centre de rétention d'Arènes. La balade patrimoniale « Marseille terre d'accueil » existe en format audio. Il s'agit d'une déclinaison sonore d'un contenu historique qui comporte des témoignages.

Une intervenante

On parle beaucoup d'immigration, en oubliant l'importance des migrations et des émigrations, qui ont une place importante dans l'histoire de France. Des personnes qui peuvent se ressembler ne se comprennent pas.

Naïma YAHY

Nous avons mené un travail sur les migrations de Français vers l'Amérique, qui pouvaient côtoyer des flux forcés. Vous vous interrogez sur la place que ces départs occupent dans le travail d'Ancrages.

Une intervenante

Oui. Dans mon cas, on m'attribue l'histoire d'un noir de France, immigré, qui ne correspond pas à la réalité. Cette question est problématique dans la construction de son identité personnelle.

Naïma YAHY

Aujourd'hui, le problème tient à ce qu'on ne fait pas d'histoire. J'ai vécu l'émergence du Musée et les débats qui l'ont accompagnée. J'ai été commissaire d'une exposition sur l'histoire culturelle des Maghrébins. Dans un article du *Monde*, on pouvait lire : « Les requins ont battu les Maghrébins ». En d'autres termes, on nous explique que cette histoire de l'immigration n'intéresse personne.

On ne peut pas écrire l'histoire de l'immigration sans tenir compte du point de vue de l'émigré. On en oublie que des familles issues de migrations intra-européennes connaissent des réalités sociologiques, notamment en termes d'habitat, similaires à celles des populations issues des anciennes colonies. Pour autant, on ne peut pas évacuer la dimension coloniale.

L'appropriation du matériel patrimonial revêt une grande importance, y compris quand les lieux ont disparu. La question n'est pas de savoir si l'histoire qu'on nous raconte est la mienne. Car il s'agit de l'histoire de tous.

La complexité de la perception d'un étranger évolue historiquement. Mais ce qui nous préoccupe aujourd'hui, c'est bien la narration de l'histoire commune. Pourquoi vivons-nous ensemble sur ce territoire, quelle que soit notre citoyenneté ? Le public, c'est la communauté, le pays.

Une intervenante

L'histoire de France, telle qu'elle est racontée, n'est pas juste. Il revient donc aux personnes engagées et aux associations de militer pour repartir sur de nouvelles bases.

Naïma YAHY

La création d'Ancrages comme d'autres structures œuvrent à faire le lien entre les différents mouvements. Mais il faut assumer notre point de départ. D'où partons-nous ? Nous sommes des acteurs associatifs, des citoyens. Samia CHABANI a une formation de sociologue, utilise un terme

comme « racisé ». Or il n'est pas consensuel. Il n'existe pas d'unanimité sur la méthode. Samia CHABANI a souligné l'importance de l'identité narrative. Nous ne nous adressons pas à une seule partie de la population.

Samia CHABANI

Pendant une période, nous avons parlé de migrations en France. L'apport de la sociologie d'Abdelmalek Sayad a été fondamental pour resituer l'existence de cette personne mobile qu'est le migrant dans la société de départ et la société d'origine. Mais ces travaux restent encore très confidentiels.

Je vous invite à visiter l'exposition « Made in Algeria », actuellement présentée à Marseille. Elle comporte des peintures, mais aussi beaucoup de documents d'histoire qui permettent de rappeler des évidences historiques qui semblent pourtant être tombées dans l'oubli. Il reste un important travail à mener avec les équipes éducatives, les chercheurs et tous ceux qui écrivent l'histoire de France, sans oublier les habitants.

Une intervenante

Cet atelier a pour objet le montage d'un projet culturel pour sensibiliser contre le racisme. Comment opérez-vous dans les écoles ?

Samia CHABANI

Nous rencontrons des difficultés à intervenir dans les cadres scolaires. Mais nous y parvenons grâce à des relais au sein des établissements. Il s'agit de professeurs d'histoire, d'arts plastiques, de français, d'italien. Ils nous sollicitent pour mettre en place des ateliers pédagogiques, des expositions ou des balades patrimoniales. Cette semaine, un lycée privé nous a commandé l'exposition « Marseille, porte des Suds », réalisée par l'ACHAC. Nous avons effectué une balade hier sur l'histoire industrielle et portuaire de Marseille. Les quartiers nord sont historiquement une zone industrielle. Le paysage actuel est encore marqué par cette histoire. Il existe une forte articulation entre cette implantation industrielle et l'ancrage des populations immigrées.

L'étude des parcours résidentiels est également très intéressante. Certaines familles d'Algériens sont arrivées en 1907 à Marseille. Elles ont connu toute la chaîne du logement social. Il ne faut pas se priver de ces ressources.

Une intervenante

Ces actions modifient-elles l'attitude des élèves ? Quels sont les retours des enseignants ? Je précise que je suis déléguée générale de la fondation Seligmann, qui œuvre contre le racisme et les discriminations.

Samia CHABANI

Il existe plusieurs effets. Mais il ne faut pas imaginer que l'action éducative bouleverse fondamentalement la vie de ces jeunes qui restent issus de quartiers populaires extrêmement stigmatisés.

Pour être efficace sur le terrain, il faut attribuer des moyens. Le travail d'Ancrages constitue une plus-value éducative. Si je passe mon temps à essayer de le démontrer, je ne suis pas dans l'action. Par ailleurs, il n'est pas possible de mener ces actions sans un travail qualitatif avec les équipes éducatives. Chaque atelier que nous organisons donne lieu à une évaluation avec les équipes.

Il est difficile d'évaluer l'impact uniquement à l'aune de notre travail. Il faut défendre l'idée que ce travail doit être mené de front par plusieurs acteurs : éducatifs, mais aussi culturels et artistiques. Je ne crois pas à la seule approche scolaire ou sociale. Il faut plus de transversalité. Mais se pose la question du financement.

Naïma YAHY

J'ai organisé une exposition ici même en 2009 qui, pour la première fois, prenait en charge la dimension culturelle, intellectuelle et artistique de la présence maghrébine depuis un siècle dans toute sa diversité. Cette exposition a été accompagnée par une approche scientifique, une programmation artistique. De nombreux groupes scolaires l'ont visitée. Près de 200 classes sont venues, ce qui peut paraître faible pour un musée national.

Des enseignants m'ont expliqué que certains élèves, qui étaient souvent à l'origine de troubles en classe, devenaient subitement les porteurs de savoir. Ce comportement s'est reproduit dans plusieurs groupes. Cette mise en espace d'une narration de l'immigration a suscité des dialogues que les enseignants ne parvenaient pas à avoir en classe.

L'enseignement de la guerre d'Algérie ou de l'Islam devient souvent des moments de friction intense en classe, car certains élèves ont le sentiment d'être subitement présents de la narration. Ils se sentent subitement légitimes. L'histoire est complexe. Le patrimoine du conflit fait partie de ces outils pour expliquer la démographie française. Les acteurs éducatifs peuvent innover dans son approche. Ils peuvent s'approprier les contraintes du programme pour varier la proposition. Le tissu associatif propose des outils qui peuvent inclure cette pluralité des représentations.

Une intervenante

Je défends également l'idée d'une histoire partagée. Je trouve terrible que certains professeurs ne se sentiraient pas légitimes à parler de la guerre d'Algérie. Il s'agit de l'histoire de France. On peut évoquer toutes les figures de l'histoire de France, même si elles sont aujourd'hui perçues négativement. De la même manière, les professeurs doivent être en mesure d'enseigner l'histoire des religions.

Samia CHABANI

Les enseignants s'intéressent à nos actions pour la dimension exemplaire des intervenants. On me questionne beaucoup sur des questions d'Islam. J'ai travaillé sur l'histoire comparée des religions. Je connais ce sujet. Ce type d'approche intéresse beaucoup les enseignants car ils ne veulent pas mener ce travail. L'année dernière, le professeur d'histoire de mon fils a décidé de commencer l'enseignement de l'Islam par le djihad. Le problème de fond tient à l'absence d'espaces d'échanges entre éducateurs sur ces questions.

La dimension de l'exemplarité est importante. J'en ai fait l'expérience avec des témoins de la Shoah ou des Arméniens qui ont fui le génocide. Ils représentent un pont d'histoire. La dimension exemplaire est très importante.

Une intervenante

L'école d'architecture de Marseille a travaillé sur les traces coloniales dans le patrimoine marseillais.

Samia CHABANI

Ce travail a donné lieu à des publications qui sont à nouveau mobilisées autour des questions des bidonvilles. Après-guerre, Marseille a été une ville de camps. Ils sont devenus totalement invisibles. Nous devons pourtant en faire une narration. Les usages numériques, dont la cartographie, sont très importants dans ce domaine. Les financeurs soutiennent plus facilement des projets qui donnent lieu à une production finale, où ils peuvent être visibles. Mais personne ne veut soutenir des projets en respectant la temporalité des vrais projets pédagogiques. Nous sommes très peu soutenus par le ministère de la Culture, alors que notre action relève aussi de l'action culturelle.

Naïma YAHY

De nombreux projets ne sont financés que par la Politique de la ville, même quand ils relèvent d'une démarche artistique ou de l'éducation populaire. Les initiatives d'Ancrages sont très importantes, alors que l'association opère dans un contexte institutionnel, financier et politique très contraint.

Une intervenante

Pourriez-vous préciser le budget d'Ancrages et le nombre de salariés ?

Samia CHABANI

Le budget s'élève à 150 000 euros par an. Nous sommes 5 salariés.

Parallèlement aux actions présentées, Ancrages assure de l'enseignement linguistique en direction des réfugiés, ainsi que de la formation d'acteurs socioculturels. Nous travaillons par exemple de plus en plus avec les services culturels municipaux.

Nous sommes soutenus par les collectivités territoriales. La Politique de la ville représente 17% de nos ressources. Grâce aux actions de formation, nous assurons une part d'autofinancement mais qui reste insuffisante. Pour la développer, nous portons un projet de café citoyen dans la gare de l'Estaque. Nous sommes également soutenus par du mécénat d'entreprises.

Une intervenante

Développez-vous des partenariats avec d'autres acteurs locaux ?

Samia CHABANI

Nous ne pourrions pas faire sans. Le partenariat représente la principale force d'une association comme Ancrages. Nos partenaires sont très variés, même si les principaux sont les établissements scolaires et les institutions patrimoniales.

Nous ne sommes pas une association communautaire. Néanmoins, nous réalisons de nombreuses actions avec des associations de ce type, comme l'Association des familles africaines de Provence. Cet accompagnement est très important, car il conduit à travailler avec des gens dont, parfois, on ne partage pas les objectifs. Ancrages travaille par exemple avec des associations musulmanes. Il est intéressant de s'approcher des points de tensions pour voir comment agir ensemble.

Par ailleurs, nous recherchons toujours des partenariats à l'échelle nationale, car il faut éviter de se retrouver isoler sur son territoire. Nous devons mutualiser nos pratiques. Les partenariats ne doivent surtout pas se limiter à des échanges monétaires. La communication représente un enjeu important. Nous faisons également partie de réseaux régionaux qui nous permettent d'être en lien avec différents acteurs. Aujourd'hui, notre objectif est de développer des partenariats de qualité.

Une intervenante

Connaître son quartier, son histoire, est toujours valorisant, que ce soit pour les jeunes ou les moins jeunes. Même l'histoire de l'habitat social est intéressante. Il faut la rappeler car il s'agit aussi d'une source de valorisation.

Samia CHABANI

Nos démarches devraient s'appuyer plus directement sur des textes comme la Charte de l'UNESCO, qui promeut la question de la diversité. Le territoire permet d'aborder la notion de partage. Nous nous appuyons sur la Convention de Faro, promue par le Conseil de l'Europe. Elle n'a pas été ratifiée par la France, mais est en cours d'étude à l'Assemblée nationale. Ce texte introduit la notion d'approche intégrée du patrimoine, notamment autour de communautés d'usages. La dimension immatérielle de ce patrimoine est très importante.

Un intervenant

Je travaille au sein d'une association qui s'intéresse à la notion de communauté. Les habitants d'un quartier, qui ont milité dans les années 1980, ont essayé d'écrire leur histoire. On leur a opposé qu'ils

n'étaient pas légitimes sur leur territoire. Nous menons ce travail pour permettre aux minorités de mieux connaître leur histoire. Nous défendons l'idée qu'il nous revient d'écrire notre histoire. Nous avons lancé des recherches-actions avec des sociologues. L'enjeu est double : permettre aux premiers concernés de connaître leur histoire et la faire reconnaître par les institutions. Dans le récit officiel sur les mines, l'immigration maghrébine est décrite comme un phénomène marginal. Or notre travail a permis de démontrer l'inverse. Nous allons publier un livre et produire un film autour des enfants qui vivent aujourd'hui sur ce territoire. Nous mettons aussi en place un spectacle basé sur des récits des anciens. Dans nos actions, nous invitons des Français à participer afin de les amener à se questionner sur l'altérité.

Naïma YAHY

Nous sommes des êtres hybrides. Je suis algéro-ch'ti, mais aussi parisienne. A travers vos productions, vous vous racontez et vous engagez une réappropriation patrimoniale.

Avant de conclure, je voudrais revenir à la méthodologie développée par Ancrages. Que peut-on tirer comme leçon de cette expérience ?

Une intervenante

Il me semble que le plus important est ce qui contribue à remonter aux sources, notamment à travers les témoignages et le patrimoine, qui sont des leviers accessibles. Dans le milieu éducatif, le biais du territoire est très intéressant, car il peut être valorisant.

Naïma YAHY

Mobiliser le patrimoine serait donc un levier pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme.

Samia CHABANI

La mobilisation du patrimoine peut s'articuler avec les ressources locales qui constituent des identités narratives. Les témoignages sont une vraie force.

Une intervenante

Les témoignages apportent en plus une dimension intergénérationnelle. Par ailleurs, il semble qu'une approche transversale soit à privilégier : éducation, art, culture.

Samia CHABANI

La transversalité concerne la méthode : utilisation d'archives, mobilisation de chercheurs, l'art. Mais il faut aussi une transversalité des moyens, en associant différentes politiques.

Un intervenant

Il est important d'insister sur les méthodes de transmission de la culture et la dimension narrative. Certaines formes d'expressions sont plus accessibles aux jeunes. Malheureusement, elles sont

rarement reconnues par les institutions. Je considère qu'elles sont pourtant tout autant légitimes que des formes plus conventionnelles.

Naïma YAHY

Le gouvernement a voulu institutionnaliser un diplôme national de danse sur les cultures urbaines et le hip-hop. La société civile a réagi fortement, en refusant qu'une telle culture entre dans l'institution. En tant que chercheuse, je jouis d'une certaine liberté car je ne travaille pas au sein d'un laboratoire du CNRS.

Se pose la question de la lourdeur administrative et des circuits de financement. Il n'existe pas de solution toute faite. L'institutionnalisation a ses limites. La Politique de la ville a une forte tendance au cloisonnement.

Samia CHABANI

Dans nos projets, l'enjeu est de pouvoir accueillir la contribution des habitants. L'entrée territoriale implique une diversité d'habitants et de ressources. Cependant, il faut se donner le temps et les moyens de travailler ainsi. « Faire patrimoine » ou « faire culture » nécessite la prise en compte d'une pluralité d'acteurs.

Naïma YAHY

Les revendications portées dans les années 1980 continuent à l'être. Nous organisons un festival au Centre Fleury Goutte d'Or-Barbara. Nous allons inviter des rappeurs, des réalisateurs, des chanteurs pendant trois jours. Ils vendent des disques ou des billets par millions. Il y a 30 ans, ces personnes n'avaient pas accès au marché des biens culturels. Désormais, elles sont devenues « mainstream ». Pourtant, on a parfois l'impression de tout recommencer à zéro. Il faut interroger cette persistance de la mise à la marge. Celle-ci prend des formes très diverses, comme par exemple à travers les subventions de la DRAC. Pour des projets culturels, elle vous renvoie au guichet de la Politique de la ville.

Samia CHABANI

Il faut travailler en réseau. Car ces comportements dépendent beaucoup des personnes qui sont en charge. Nous avons effectué un important travail aux archives départementales. Depuis le changement de directeur, nous ne représentons plus aucun intérêt.

Certaines personnes continuent de penser la migration comme un phénomène temporaire, décontextualisé de l'histoire du territoire. Or, en travaillant sur la question des femmes ou de l'agriculture, par exemple, il est toujours possible de tirer le fil de la migration. Il ne s'agit pas d'un sujet temporaire. Il traverse la société française.

Un intervenant

Certes, certains sont parvenus à acquérir une légitimité. Mais un film comme «La Marche» comporte un certain nombre de problèmes.

Naïma YAHY

J'ai réalisé un documentaire intitulé « Les marcheurs, chronique des années beurs ». Je parle de ces événements comme historienne, comme femme, comme Ch'ti. Le film «La Marche» ne fait pas l'unanimité. C'est une proposition qui s'inscrit dans le contexte des biens culturels qui n'a rien à voir avec le travail d'historien. La commémoration des 30 ans de cet événement a suscité un réel engouement, avec la publication de nombreux ouvrages. Pourquoi le gouvernement s'est-il saisi de cet événement ? Il existe un calendrier institutionnel qui donne le ton pour les financements.

RESTITUTION DES ATELIERS

Atelier 1

Christiane AUDRAN-DELHEZ

Professeure-relais au département Éducation au Musée national de l'histoire de l'immigration.

Cet atelier a été animé par Annick METEFIA. Elle s'est posé la question de la définition du racisme pour les jeunes et des outils pour en parler, tout en interrogeant les enjeux politiques qui se trouvent derrière cette sensibilisation. Elle a lancé la discussion en insistant sur la nécessité de ne pas perdre les objectifs de ces actions.

Marco BRIGHENTI, directeur du CASNAV de l'Essonne, a souligné la façon dont les élèves allophones peuvent interroger tout le système. Il s'est donné comme ambition de changer l'école à partir du point de vue de ces élèves. Nous disposons déjà de nombreux outils pour inclure tous les élèves, ce qui représente l'objectif de l'école. Une bonne façon de placer les élèves au centre de l'enseignement consiste à les amener à apprendre à prendre des décisions.

Marco BRIGHENTI a montré que l'interculturel reposait sur une imposture. Même avec de bonnes intentions, il est difficile de lutter contre les déterminismes. Le projet qu'il a proposé vise à rendre du pouvoir aux enseignants et aux associations, grâce au dispositif VaKE, centré autour d'une pédagogie actionnelle. Il vise à résoudre des dilemmes moraux. Il a proposé l'exemple du dilemme d'une jeune professeure franco-algérienne, très appréciée de ses élèves, qui mène un cours sur les décolonisations. Pendant le cours, apparaît un conflit entre une élève, Louise, qui insistait sur les aspects positifs de la colonisation, et Selim, qui avait une tout autre vision. L'enseignante devait-elle arrêter son cours pour proposer un autre objet afin de résoudre le conflit, en travaillant par exemple sur la colonisation et la décolonisation de l'Amérique Latine, ou continuer son cours en recherchant d'autres ressources sur le même thème ? L'idée est de faire voter les participants à cette action, en l'occurrence les enseignants.

L'idée est de faire réfléchir les élèves et obliger les enseignants à s'écouter les uns les autres. Ce dilemme va permettre d'impliquer émotionnellement les participants. Cette émotion doit permettre de traiter de notions complexes.

L'intérêt de cette pédagogie est de proposer un déroulé précis. L'enjeu va motiver les élèves, impacter leur apprentissage, y compris l'apprentissage de la langue. La langue doit servir d'outil pour appréhender la complexité. La pédagogie VaKE est une démarche de pensée critique qui doit faire émerger le discours des élèves.

Cette pédagogie est mise en œuvre par Marco BRIGHENTI au sein d'un projet d'action-recherche. Annick METEFIA se demandait s'il ne s'agissait pas d'un début de remise en cause de l'éducation nationale.

L'échange qui a suivi a porté sur la manière dont l'école pouvait s'ouvrir, sachant qu'elle est encore souvent perçue comme une forteresse. Les professeurs peuvent être amenés à changer les règles de fonctionnement. Tous les intervenants ont souligné la nécessité de proposer des projets qui permettent aux élèves de devenir des acteurs. Les enseignants doivent également impliquer des associations, ce qui nécessite un travail de préparation en lien avec les programmes scolaires.

Les échanges ont porté sur les difficultés à travailler sur les témoignages de déportés dans certaines écoles, ce qui a permis de souligner l'importance de la préparation avec les enseignants et les élèves. Pour éviter de ne pas savoir réagir face à des contestations, on peut imaginer des séquences centrées sur la présentation de dilemmes aux élèves. Marco BRIGHENTI a souligné que la réforme du collège ouvrirait des espaces pour créer des projets interdisciplinaires, permettant de travailler autour de ce type de question.

La représentante de l'association « Ethnologues en herbe » a montré comment il était possible de travailler tout au long de l'année sur des projets actionnels, en invitant les élèves à mener des enquêtes de terrain.

Frédérique BROSSARD a insisté sur le fait que la méthode VaKE permettait de combiner des valeurs opposées, et de dépasser les contradictions du système entre l'égalité et la différence. Elle permet de combiner ces valeurs, en mettant en avant les différences tout en tendant vers l'égalité. L'objectif de cette méthode est d'aboutir à des conclusions assez claires pour ne pas perdre de vue ces valeurs.

Cette pédagogie repose sur la mise en situation. Il s'agit aussi d'un plaidoyer pour une éducation tout au long de la vie. L'un des obstacles à la diffusion de cette méthode repose dans les craintes des enseignants. Annick METEFIA a souligné la nécessité d'une bonne appropriation d'un tel outil.

Atelier 2

Mikaël PETITJEAN

Chargé de mission à la Direction du Réseau et des Partenariats au Musée national de l'histoire de l'immigration

L'atelier portait sur la mobilisation dans les quartiers populaires. Il a permis d'ouvrir un temps d'échanges sur différentes expériences. Moussa ALLEM a introduit cette problématique en listant un certain nombre de questions.

Lorsque l'on parle de quartiers populaires, se limite-t-on aux quartiers relevant de la Politique de la ville? Or la question de la lutte contre le racisme dépasse très largement ces quartiers, et concerne l'ensemble de la population française.

A quel public cette mobilisation s'adresse-t-elle? S'agit-il des collectivités territoriales, des associations, des citoyens? Chaque catégorie n'appelle pas les mêmes réponses, ce qui pose des difficultés.

Quels sont les domaines concernés ? Il peut s'agir de l'emploi, du sport, du logement, de la culture...

Quelle est la place des personnes visées par les discriminations dans cette mobilisation ? Quelle place est faite à leur parole ? Comment donne-t-on à voir leur vécu ?

Quel est le pouvoir d'agir des citoyens, notamment à la suite du rapport de Mohamed Mechmache ?

Quelle est la place du public scolaire ?

Enfin, se pose la question des moyens financiers, qui représentent une difficulté avec laquelle composer.

Ensuite, Moussa ALLEM a rappelé un certain nombre d'éléments de contexte sur la région Hauts-de-France. Il s'agit de la seconde région en termes de politique de la ville après l'Ile-de-France. La question de la lutte contre les discriminations a évolué vers une promotion de l'égalité. Cette dénomination, moins polémique, offre plus de possibilités de travail avec différents acteurs.

Hichem LYAZALI, administrateur de la Compagnie Trous d'Mémoires, a également participé à cet atelier. Sa compagnie est hébergée par un centre social, dans une ville de 9 000 habitants. Il nous a présenté un certain nombre de projets conduits par cette structure. Ces projets ont interrogé les personnels du centre social sur leurs propres pratiques et sur leur sensibilité aux questions de lutte contre les discriminations.

A partir de cet exemple, l'un des enseignements est l'importance d'une logique partenariale, qui associe des acteurs variés. Il importe de s'appuyer sur les propositions et les forces de différentes structures. Moussa ALLEM a présenté un projet mené autour du football et de l'Euro 2016 pour associer les différents services de la DRJCS, avec la mise en place d'un tournoi associé à des projections-débats traitant des luttes contre les discriminations.

Les échanges avec la salle ont mis en lumière certains enseignements. La représentante du Défenseur des Droits a présenté la mise en ligne d'un site permettant de collecter les témoignages de victimes de racisme. Elle a indiqué comment cette institution travaille autour de l'axe de la promotion de l'égalité, avec l'objectif de lutter contre un racisme assumé au sein de la société par certains. Pour cette institution, se pose aussi la question de la manière de toucher différents publics : entreprises, associations, citoyens...

Moussa ALLEM a rebondi sur la question de l'indépendance des porteurs de projet. La question de la récupération politique a occupé un certain nombre d'échanges. Comment travailler avec des élus ? Une illustration de terrain a été apportée par l'association Zonzon 93, qui nous a expliqué comment les élus locaux étaient intéressés par un nouvel électorat. L'association Ch'faïd a souligné les difficultés liées aux questions de moyens pour la création et la diffusion d'un spectacle. Plusieurs interventions ont montré la difficulté à mobiliser des moyens pour mener un projet visant à la lutte contre le racisme.

Un échange a porté sur les difficultés à mobiliser un public jeune. Faut-il utiliser des ressorts de type séjours, pour proposer des ateliers ? L'ensemble des participants a convenu que ce type d'approche pouvait faciliter le contact.

Le dernier sujet abordé traitait des difficultés de relations avec les partis politiques d'extrême droite. Aucune réponse définitive n'a été apportée. Moussa ALLEM a évoqué le spectacle réalisé par Montserrat, qui est allé à la rencontre des jeunes radicalisés. Cette pièce avait vocation à être diffusée dans le réseau de l'Education nationale. Il est apparu nécessaire de proposer une formation préalable pour pouvoir la présenter.

Atelier 4

Marie POINSOT

Rédactrice en chef de la revue Hommes et Migrations, responsable des éditions au Musée national de l'histoire de l'immigration

L'atelier a été très dense. Naïma YAHY et Samia CHABANI sont très investies dans des actions territoriales, culturelles et éducatives sur les questions de mémoires, d'histoire d'immigration, ou des quartiers populaires.

Samia CHABANI a évoqué la méthodologie de projets contre le racisme dans les écoles. Elle a insisté sur la nécessité d'agir contre la désertion de cette problématique dans les réseaux socio-éducatifs. Il importe de faire le lien entre les champs de l'histoire, de la mémoire et du patrimoine, avec les politiques de la ville. La question de la participation des habitants a été développée.

Samia CHABANI a estimé que les politiques publiques n'étaient pas suffisamment transversales. Il faut multiplier les partenariats et mutualiser les ressources.

Samia CHABANI a montré l'importance d'associer la lutte contre le racisme avec d'autres luttes, dont la lutte contre le sexisme et la lutte contre les rapports de classe. Agir sur une seule dimension ne permet pas d'avoir une approche suffisamment globale pour rendre compte de ces phénomènes qui sont liés les uns aux autres.

Elle milite pour une internalisation de ces actions éducatives dans le temps scolaire. Elle a insisté sur la situation dramatique des écoles marseillaises.

Samia CHABANI a détaillé les différentes actions menées par Ancrages, ainsi que les approches et les moyens mobilisés : ateliers d'analyse critique de l'image, balades patrimoniales et participatives, expositions, ateliers numériques, agora des mémoires. Ces actions concourent à la fabrique d'un patrimoine intégré grâce à l'implication des habitants dans toutes les étapes du projet. Elles représentent aussi une manière de témoigner de l'engagement des militants. Il est important de restituer une filiation des actions militantes, de les rendre visibles et les valoriser dans l'espace public.

En termes de retour d'expérience, Samia CHABANI souligne la nécessité de comprendre les motivations personnelles qui animent les équipes montant ces projets. Il faut toujours essayer de

comprendre son positionnement. Pour être de qualité, les projets doivent mobiliser diverses disciplines. Ils doivent également proposer des outils qui soient autonomisables pour les participants pour qu'ils puissent se les approprier. Cet aspect soulève la question de la réception des projets par les publics visés, mais aussi par les intervenants. Quelles sont les mesures possibles pour comprendre l'impact de ces projets? L'idée est plutôt de construire une communauté locale et développer un sentiment commun d'articulation à un territoire et des trajectoires communes.

La fin de l'atelier a été l'occasion de soulever un certain nombre de questionnements. Les projets éducatifs passant par la valorisation des patrimoines matériels et immatériels peuvent concourir à la lutte contre le racisme. Les récits des habitants jouent un rôle essentiel. Mais il faut s'appuyer sur toutes les ressources.

L'éducation contre le racisme est une façon de s'inscrire dans une transversalité des institutions et des partenaires. Il ne faut pas agir seul ou de manière cloisonnée.

Enfin, se pose la question de la transmission de ces projets et de leur inscription dans la permanence. Nous avons évoqué la problématique de l'institutionnalisation de ces projets qui certes offre de la reconnaissance et de la légitimité, mais risque aussi de limiter la liberté d'action. Les agendas de commémorations, les temps publics, sont des références importantes qui permettent à ces projets d'avoir une plus grande visibilité. Mais ils limitent aussi la diversité des approches.

Atelier 3

Jean-Barthélémi DEBOST

Responsable de la Direction du Réseau et des Partenariats au Musée national de l'histoire de l'immigration

Cet atelier portait sur les artistes engagés dans la lutte contre le racisme. Il a rassemblé des Toulousains, des Alsaciens, des Parisiens, des Banlieusards. Nous avons évoqué Soliman le Magnifique, Armand Gatti, les marcheurs de 1983, Slimane Azem, Jean Zay, Gramsci.

L'un des points forts a été d'affirmer que la lutte contre le racisme ne peut pas être frontale. On ne doit pas opposer les racistes et les antiracistes. La lutte contre le racisme passe par la mise en lumière de la dignité de chacun. Nous avons vu deux exemples forts allant dans ce sens. Salah AMOKRANE nous a indiqué comment l'action de Taktikollectif mettait la dignité de chacun en lumière. Elle passe par la reconnaissance de la production culturelle des immigrés. Cette idée émerge au milieu des années 1980, les marcheurs défendant l'idée qu'ils s'inscrivaient dans une démarche culturelle.

Cependant, l'histoire de cette production culturelle restait à écrire. Taktikollectif s'est donné pour tâche de dresser un front culturel à travers des inventaires et des recueils de cette production, mais aussi en la restituant au plus grand nombre. Il s'agissait aussi d'inscrire cette histoire dans le paysage urbain. Taktikollectif s'est battu pour que le nom de Slimane Azem soit représenté dans la ville de Moissac. Cette bataille a abouti à la création d'un jardin Slimane Azem.

Jean HURSTEL a proposé un autre mode de mise en lumière de la dignité de chacun. Il a évoqué 7 thèses. J'en retiendrai deux :

- Combattre contre le racisme doit nous faire réaffirmer une conception de la culture singulière. Certes, elle se base sur l'excellence artistique et sur l'esthétique, mais elle doit aussi avoir un point de vue politique et défendre un certain nombre de principes.
- Faire le constat de la forte inflexion des politiques publiques en termes de soutiens financiers. Il ne faut pas abandonner des champs qui articulent production artistique et travail de terrain.

Autant il est possible de trouver des financements pour des projets luttant contre la discrimination, autant il semble difficile de financer des projets valorisant la diversité.

Jean HURSTEL souhaitait un débat incisif car, venant de l'Est de la France, il a témoigné de l'urgence de ces problématiques. Cette lutte nécessite de marcher sur les deux jambes que sont la culture et l'éducation. Nous avons dressé un historique pessimiste de l'évolution des relations entre le ministère de la Culture et de l'Education. Tous les projets d'éducation artistique et culturelle tendent à opérer un rapprochement.

PRESENTATION DU SITE « EGALITE CONTRE LE RACISME »

Nepheli YATROPOULOS
Représentante du Défenseur des droits

Le Défenseur des droits est une institution publique indépendante qui a été créée en 2011. Elle a toute liberté de se positionner sur des questions en se fondant sur le droit. Elle comporte un volet juridique, en récoltant des plaintes sur de nombreuses questions, dont les discriminations. Nous recevons environ 100 000 plaintes, dont 22,6 % concernent des discriminations sur l'origine. Ce chiffre est insuffisant car nous savons qu'il ne reflète pas la réalité. En début de semaine, nous avons lancé un appel à témoignages sur le site du Défenseur des droits concernant des situations de discrimination vécues à raison de l'origine. L'idée est de mieux illustrer les discriminations et de mieux les comprendre.

Le second volet porte sur une mission de prévention. Elle est prise en charge par la direction de la promotion de l'égalité et de l'accès au droit. Dans ce cadre, Jacques Toubon a décidé de travailler sur la question du racisme. Nous sommes compétents en termes de discrimination, c'est-à-dire au niveau de l'inégalité d'accès à l'emploi ou au logement pour des motifs racistes. En revanche, nous ne sommes pas compétents sur les propos à caractère raciste, sauf quand ils émanent des forces de sécurité ou qu'ils prennent la forme d'un harcèlement dans le cadre du travail. Néanmoins, les propos racistes entraînent des comportements discriminatoires. Nous sommes alors compétents en matière juridique. Nous avons donc décidé de parler de racisme au public.

Le projet « Egalité contre le racisme » a donné lieu à la mobilisation de différents acteurs de la société civile, mais aussi d'entreprises, d'institutions, de collectivités, pour qu'elles signent une charte les engageant à agir dans ce domaine. Nous avons ainsi réuni les outils existants en matière de lutte contre le racisme, en les complétant par le travail de ces différents partenaires. Cette mobilisation passe par un travail de partenariat. Nous allons lancer des groupes de travail impliquant tous les acteurs partenaires.

Le site « Egalité contre le racisme » permet de réunir l'existant. Il rassemble tous les moyens pour agir contre le racisme, en commençant par les sources juridiques. Il offre des informations sur l'ensemble des dispositifs légaux. Mais il permet aussi de venir en soutien de personnes témoins de racisme.

Le site comporte trois entrées :

- « Je veux me défendre », qui vise les personnes victimes de racisme dans différents contextes : travail, lieux publics... La page présente les ressources du droit ainsi que les possibilités d'actions. Une partie est consacrée aux entreprises, dans l'objectif qu'elles prennent en compte cette dimension dans les relations entre leurs agents et les usagers.

Nous présentons également tous les dispositifs mis en place par les associations ou des structures.

- « Je veux alerter », qui concerne les personnes témoins de racisme. Cette page réunit les différents dispositifs d'alerte existants.
- « Je veux agir », qui réunit de nombreux outils d'actions contre le racisme produits par différents acteurs. Cette partie nécessite d'être nourrie et complétée.

Ce site est en phase de démarrage. De nombreux dispositifs peuvent le rejoindre. Je vous invite à me contacter pour promouvoir vos actions.

CONCLUSION DE LA JOURNEE

Peggy DERDER

Je remercie le Défenseur des droits, qui a été un partenaire très impliqué dans l'organisation de cette journée. Ce site « Egalité contre le racisme » est précieux pour les professionnels, mais aussi pour les citoyens, ainsi que pour les élèves. Nous avons beaucoup parlé d'éducation. Le Défenseur des droits est attaché à l'éducation au droit. Nous espérons que ce site permettra d'avancer sur ces questions, notamment à travers les ressources. Le portail « Eduquer contre le racisme » a également été mis en ligne récemment par le ministère de l'Education nationale et Canopé. Je vous remercie de votre présence et de la qualité des échanges. Je vous invite à contacter l'ensemble des intervenants. Vous l'aurez compris, la mise en réseau est très importante.